

la gauche

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Afgiftekantoor Brussel 7

PRIX: 1,50 EURO
47^E ANNEE • SEPTEMBRE 2004

#05

Comprendre le monde pour le changer

40 heures:
Le patronat à

L'offensive

éd., resp. David Dessers, Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles

www.sap-pos.org

**EXTRÊME-DROITE:
Rompre le cordon
néolibéral**



**VENEZUELA
Victoire populaire pour Chavez**

En 1998, un groupe de chômeurs désireux de lier des contacts avec d'autres groupes mettait sur pied le "Collectif sans ticket". La première revendication du collectif formé était le droit aux transports gratuits pour tous. Après cinq années de luttes sous diverses formes, le groupe a fini par se dissoudre. Mais l'histoire ne s'arrête pas là, certains membres du groupe doivent aujourd'hui affronter un procès intenté contre eux par la STIB. Entretien avec Mouss, ancien membre du collectif, qui nous explique le pourquoi de ce procès. INTERVIEW PAR SEBASTIEN BRULEZ

"Où en est une société qui pénalise ceux qui bougent?"

Quel type d'actions menait le collectif pour se réapproprier le droit à se déplacer?

Mouss: Nous sommes passés par deux périodes distinctes. Dans un premier temps, nous étions surtout actifs sur le réseau de la SNCB avec une carte que nous avons créée, la CDT (carte de droit aux transports), qui représentait l'affirmation de notre geste politique. Toute personne en possession de cette carte et ne possédant pas de ticket officiel, pouvait la montrer lors de contrôles. C'était une manière de susciter le débat avec le contrôleur mais aussi d'assumer notre acte de désobéissance civile puisque cette carte était nominative et toutes les coordonnées du collectif y figuraient.

Ensuite, nous sommes passés à un autre type d'actions, en nous recentrant sur les transports urbains. Nous menions des actions appelées "Free Zone". Plusieurs personnes sillonnaient le réseau STIB (avec un titre de transport valide) à la recherche des contrôleurs. Ces derniers détectés, nous prévenions d'autres membres du collectif qui se postaient alors deux stations en amont et deux stations en aval, afin de prévenir les usagers qui ne possédaient pas de tickets. Ceux-ci descendaient à la station suivante et nous leurs évitions ainsi de lourdes amendes.

Que vous reproche la STIB aujourd'hui?

M: Les actions que nous menions sur leur réseau ne leur ont pas trop plu et principalement le concept de "free Zone". Ils ont donc décidé de nous attaquer en justice pour association de malfaiteurs et faux et usages de faux (la carte CDT). Des perquisitions ont été menées dans les bureaux du collectif, les ordinateurs ont été saisis ainsi que les PV de réunions, etc. L'affaire est déjà passée en référé en 2001 et ils ont obtenu une astreinte contre les "Free Zone". Le 14 octobre, nous devons passer devant le tribunal correctionnel.

Quel est votre sentiment par rapport à ce procès?

M: Je comprends que la STIB ne soit pas d'accord avec notre point de vue ni avec nos actions mais je trouve que tout ceci est amplifié d'une manière risible. Maintenant, il faut voir de quelle façon va se dérouler le procès parce que les conséquences, elles, n'ont rien de risible. Nous sommes 16 personnes sur le banc des accusés. La STIB réclame entre 25 000 et 35 000 euros et une condamnation pour association de malfaiteurs peut nous coûter minimum cinq ans de prison. Il est malheureux de voir comment une action politique peut être traînée en justice de la sorte. Et c'est justement quand on est

confronté à cette justice que l'on se rend compte de comment ça pense là haut ou plutôt de comment ça ne pense pas! Il s'agit d'appliquer la loi sans réfléchir aux revendications qui sont derrière ces actes et sans la remettre en cause.

Quelle défense allez vous adopter lors de ce procès?

M: Nous allons essayer de démonter l'accusation d'association de malfaiteurs. Des gens ont été pris avec des CDT mais ces personnes ne faisaient pas partie du collectif, il s'agissait de simples sympathisants. Pourtant, ces faits ont été utilisés devant le juge pour nous amener jusqu'en correctionnelle. C'est la manière que nous contestons. En ce qui nous concerne, toutes nos actions ont toujours été menées dans une transparence totale. Nous continuerons à affirmer ce qui nous a toujours animé: la problématique de l'accès aux transports, la problématique de l'écologie ainsi que celle de la pénalisation des mouvements sociaux. Parce que l'enjeu de ce procès va au-delà de ces 16 personnes. Il en va de la liberté de tout groupe qui décide de se bagarrer, de lutter pour faire bouger les choses. Où en est une société qui pénalise ceux qui bougent? Nous voulons empêcher cela pour ne pas que ce soit utilisé contre d'autres associations. ■



Contactez le CST:

Par le site: www.cst.collectifs.net
Par e-mail: collectifsansticket@altern.org
Par téléphone: 02/644.17.11
Par courrier: Rue Van Elewijck - 1050 Bruxelles

Au soir du référendum révocatoire du 15 août dernier qui a vu la confirmation de son mandat avec près de 60% des votes, le président Vénézuélien Hugo Chavez a qualifié l'événement comme une " victoire du peuple ". Avec raison. Malgré l'opposition féroce et conjuguée de l'oligarchie, de Washington et des médias privés, ce nouveau succès de la "révolution bolivarienne " a été le fruit d'une intense mobilisation populaire qui a amené - dans un pays qui a toujours connu des taux d'abstention importants - 80% des électeurs à se prononcer.

Pour certains médias, qui n'ont eu de cesse que de relayer les calomnies grotesques de l'opposition vénézuélienne sur " l'impopularité de Chavez " ou la nature " dictatoriale " de son régime, cette victoire ne serait dûe qu'à la hausse des prix du pétrole! Ce n'est qu'une partie de la vérité. L'autre partie, décisive, est que Chavez, au contraire de tous ses prédécesseurs, réinvestit la rente pétrolière pour financer

cubaine - et à appliquer une réelle réforme agraire.

L'opposition violente de l'oligarchie contre ces politiques (coup d'Etat de 2002, lock-out patronal de 2003) a déclenché, en retour, une dynamique d'auto-organisation massive à la fois en défense de ces conquêtes et pour leur extension et approfondissement. Du coup, les niveaux de conscience de classe atteignent des sommets que l'on ne retrouve nulle part ailleurs. Peut-on parler pour autant de réel processus révolutionnaire en cours ? Oui, dans le sens où Lénine définissait la " crise révolutionnaire " : ceux d'en bas ne veulent plus être gouvernés comme avant tandis que ceux d'en haut ne le peuvent plus. Le résultat du référendum l'a clairement démontré.

Au-delà de l'idéologie, parfois peu claire, des limites ou des contradictions réelles de Chavez, le potentiel émancipateur et anticapitaliste du processus est indéniable. L'oligarchie et

Nous sommes tous-tes Vénézuéliens-nes!

de vastes programmes sociaux. Et, surtout, que depuis son élection en 1999, le pays connaît un processus de mobilisations sociales sans précédent et qui ne cesse de croître.

Certes, la dite révolution bolivarienne ne s'affirme nullement comme socialiste. Mais elle se heurte bel et bien de front au néolibéralisme. Car, au contraire de la cuisante désillusion incarnée par un Lula au Brésil, Chavez est un réformiste qui, lui, fait des réformes, ce qui, dans le contexte des rapports de forces internationaux actuel n'est pas mince.

Ces réformes visent à étendre les droits démocratiques (le référendum révocatoire en est une illustration), instaurer un régime généralisé de démocratie participative, impulser de vastes projets sociaux dans les secteurs de la santé et de l'éducation - qui rappellent les campagnes menées dans le Nicaragua sandiniste ou au lendemain de la Révolution

l'impérialisme ne s'y trompent d'ailleurs pas ; s'ils s'acharment, parfois de manière hallucinée, à mettre à bas Chavez, c'est pour stopper et écraser une expérience qui acquiert de plus en plus valeur d'exemple parmi les travailleurs de toute l'Amérique latine.

Malgré sa déroute politique, la classe dominante vénézuélienne conserve toujours, intacte, son pouvoir de nuisance économique et médiatique. Là est la principale limite du projet de Chavez. Et si l'impérialisme US, embourbé en Irak, ne peut se payer le luxe d'une intervention directe, il n'abandonne pas pour autant sa volonté de déstabiliser et renverser le gouvernement Chavez, par la violence s'il le faut. C'est pourquoi toutes les forces progressistes doivent absolument soutenir le processus qui a cours aujourd'hui dans le pays car il représente l'immense espoir de voir se concrétiser réellement cet " autre monde " possible. ■

Bulles de savon vertes

PAR DANIEL TANURO

Si le potentiel alternatif de l'écologie politique a éclaté comme une bulle de savon, ce n'est pas seulement parce que les Verts ont mené une politique néolibérale au gouvernement, ou parce que leurs rangs se sont peuplés de bureaucrates activistes. Ces éléments ne suffisent pas à expliquer l'ampleur et la vitesse du basculement qualitatif qui s'est accompli. Pour comprendre, il faut creuser plus profond : dans l'idéologie des Verts, leur doctrine théorique, leur vision du monde.

A cet égard, il nous semble intéressant de revenir sur un livre publié en 1979 (l'époque où le courant vert faisait ses premiers pas en politique) : " L'Economique et le Vivant ", de René Passet . Cet ouvrage n'est certes pas la bible des ECOLOS. Ceux-ci ont puisé à beaucoup d'autres sources, dans des domaines très divers. Mais le travail de Passet nous semble décisif, pour deux raisons : 1°) il aborde la question clé des rapports entre capitalisme et écologie ; 2°) ses conceptions sous-tendent très largement les discours d'aujourd'hui sur le développement durable, dans quantité d'institutions officielles.

Le problème, selon Passet, est que " l'Economique " est " centré sur la gestion des choses matérielles ". Ce centrage était fonctionnel quand l'humanité vivait sous le règne de la pénurie, du fait du manque de capital. Cette époque est révolue mais l'Economique, lui, continue comme avant, et étend son activité au point de mettre en danger la biosphère. Enfermée dans sa " vision tronquée ", " la science économique " est de moins en moins adaptée à la sphère humaine (qui inclut aussi " un univers de l'inspiration, de l'affectivité, de l'esthétique, du sacré ") et à " l'univers plus large de la matière vivante et inanimée - la biosphère ". " La logique des choses mortes l'emporte sur celle du vivant ".

La solution existe : pour Passet, il faut une " prise en compte simultanée des lois relatives à l'économie, au vivant et au monde inanimé ". " Ce n'est évidemment pas la spécificité de l'économie qui est en cause ", dit-il : elle " débouche sur la définition de combinaisons et de conduites optimales qui peuvent être parfaitement valables (sic) du point de vue de la production, de l'échange et de la consommation ".

Mais ces lois " ne se réfèrent qu'à un partie des motivations humaines et n'ont rien à voir avec les mécanismes qui régissent le fonctionnement du milieu naturel ". L'économie doit donc être " reconsidéré en fonction de

son insertion dans un ensemble de mécanismes qu'il ne saurait bouleverser sans se détruire lui-même. "

L'intérêt de ce développement est de montrer comment les accents contestataires, sympathiques et utopiques du discours vert ont pu coexister avec une conception fondamentalement erronée, qui ne débouche sur aucune alternative concrète.

Il est complètement faux, en effet, de prétendre que l'économique est " centré sur la gestion des choses matérielles ". Il suffit de voir l'importance des services de ressources humaines des entreprises pour s'en convaincre ! Les " choses matérielles " ne produisent aucune richesse. L'économique est centré sur le profit, donc sur l'exploitation du travail humain (générateur de plus-value) et sur l'appropriation des ressources (génératrices de rente). C'est une banalité de dire que l'organisation et le fonctionnement de la société sont subordonnés à ces deux impératifs.

L'exploitation du Vivant est la condition sine qua non de la production capitaliste. Il faut s'attaquer à cette réalité si l'on veut une économie respectueuse de la biosphère. En tant que convertisseur d'énergie, la force de travail humaine est une ressource naturelle. Qui croira qu'un système économique basé sur le pillage et l'exploitation " optimale " de cette ressource serait capable de respecter la logique du vivant ? C'est un non-sens méthodologique évident.

La source théorique de ce non-sens est claire : pour Passet, le capital n'est pas un rapport social d'exploitation mais une chose, un ensemble de moyens et de techniques mis au service de la production selon des " lois " aussi intangibles que les lois de la nature. Pour lui, la voie de passage vers une économie respectueuse du vivant ne peut évidemment remettre en cause de telles lois et leurs conclusions " parfaitement valables ". Le domaine de la production reste un tabou et on cherche au dehors des moyens chimériques d'écologiser et d'humaniser l'économie.

C'est dans le mécanisme intime de la production que réside le secret du capitalisme, disait Marx. C'est dans ce mécanisme aussi que réside l'antinomie entre ce système et la " logique du vivant ". Faute de l'admettre, Ecolo ne pouvait produire que des bulles d'utopies chatoyantes et fugaces. ■

"Ingénieurs de l'âme", ce livre curieux et entraînant de Frank Westerman, paru en néerlandais en 2002, vient d'être traduit. C'est le récit d'un voyage à travers les paysages d'une URSS défunte, dans lesquels écrivains russes, terreur stalinienne et catastrophes hydrauliques se rencontrent. Et qu'en est-il du "despotisme oriental" ? PAR PIPS PATROONS

Les ingénieurs de l'âme

Toute une série d'écrivains russes ont consacré un ou plusieurs de leurs romans aux travaux hydrauliques gigantesques avec lesquels la bureaucratie régnante voulait mettre la nature à genoux, aidée en cela par quelques millions de travailleurs forcés. Certains de ces auteurs croyaient réellement dans l'utilité de ces projets écologiquement irresponsables et humainement meurtriers. Des écrivains comme Fyodor Gladkov, Boris Pilniak ou Andréï Platonov, joyaux de la nouvelle littérature, ont participé à la glorification de ces entreprises de la "pensée de la maîtrise non-sentimentale". Cela commença avec un livre collectif sous la direction de Gorki, sur la construction du canal de Belomor en 1931-33 par 126.000 "ennemis du peuple". Il s'agissait également, selon les auteurs, d'un travail de rééducation civique. Pendant cette période les bernaches n'apparurent plus en Hollande où ils avaient l'habitude d'hiverner. Ce mystère écologique ne fut éludé qu'en 1995 : la faim dans les camps de la Russie arctique poussait les hommes à les bouffer.

Westerman arrange sa quête autour de Konstantin Paoustovski qui avait décrit, dans le style du réalisme socialiste, l'extraction héroïque du sulfate dans le Golfe Kara-Bogaz, ce coin perdu de la Mer Caspienne turkmène. Les nomades y devenaient des ouvriers heureux et les femmes y perdirent leurs voiles. En réalité, la production diminuait constamment, ce qui coûta la vie à son directeur, condamné en 1938 pour "sabotage trotskiste". Dans les années 70 le golfe se tarit complètement et disparut des cartes, pour réapparaître dans les années 90 après la destruction du barrage. Westerman a visité

les lieux concernés, ce qui nous donne une image intéressante de la Russie actuelle et de ses ex-républiques "fraternelles".

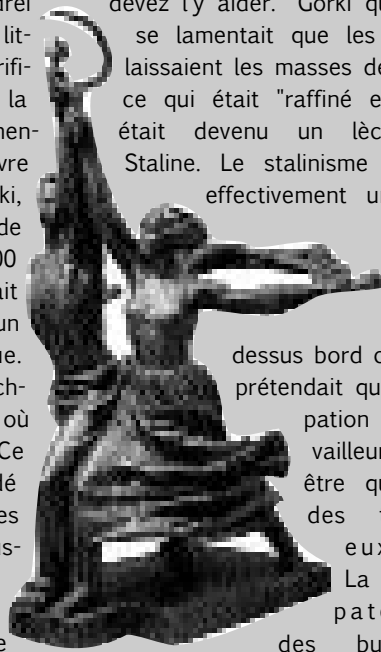
Le fameux Maxime Gorki est co-responsable de la domination du "réalisme socialiste". La réalité sociale changeante devait être liée selon lui à un futur radieux. Staline y ajouta ceci : "La vie récrée l'homme et vous autres, ingénieurs de l'âme, vous devez l'y aider." Gorki qui en 1917 se lamentait que les bolchéviks laissaient les masses détruire tout ce qui était "raffiné et sublime", était devenu un lèche-cul de Staline. Le stalinisme représente effectivement une contre-révolution. Il avait balancé par dessus bord ce Marx qui prétendait que l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. La domination paternaliste des bureaucrates avait non seulement besoins d'ingénieurs pour entreprendre les projets mégalomanes de l'industrialisation accélérée, mais aussi d'écrivains et de cinéastes pour prescrire aux ouvriers ce qu'ils devaient ressentir. Dorénavant la sirène de l'usine chantait au lieu de crier et le sidérurgiste sautait de son lit au lieu de se retourner une dernière fois. Ceux qui ne s'avéraient pas capables de réaliser les projets où de les représenter comme des actes héroïques étaient liquidés.

Westerman n'est pas un spécialiste

de l'histoire sociale de l'URSS. Il voit dans la terreur stalinienne et la mégalomanie la continuation logique des vieux bolchéviks. Il cite pourtant Paoustovski qui déclarait publiquement en 1956 : "Le problème c'est qu'une couche sociale a pu se développer dans notre pays, une caste du parti de nouveaux riches, de carnivores qui n'ont rien de commun avec la révolution et le socialisme. Ce sont des cyniques, des obscurantistes noirs qui n'ont même pas honte de répandre des racontars anti-sémites".

Selon Marx l'agriculture asiatique n'était possible que grâce à des systèmes d'irrigation à grande échelle, ce qui nécessitait à son tour un régime despotique. Selon Westerman, qui se base sur le fameux livre de Karl Wittfogel, "Le despotisme oriental", Lénine et ses compagnons s'attachèrent à reconstruire une variante du mode de production asiatique, achevée par Staline. Il me semble que Westerman confond la cause et l'effet. C'est la tyrannie bureaucratique qui mit en branle ces travaux hydrauliques inutiles. Les cerveaux égarés des bureaucrates pensaient qu'on pouvait faire avec la nature ce qu'on faisait avec les ouvriers. Tous deux étaient soumis à la terreur. Le fait que cette éco-criminalité ne pouvait être contestée, même pas au sein de la bureaucratie, nous enseigne une fois de plus que le socialisme suppose une démocratie sans limites: la liberté de parole et des débats publics à l'échelle nationale. Lisez Westerman. Armez-vous contre ce paternalisme qui se cache derrière le masque de l'émancipation ! ■

Frank Westerman : Ingénieurs de l'âme. Christian Bourgeois éd., 348 p.



Au Portugal, les femmes du Bloc de Gauche ont joué un rôle moteur dans la récente lutte pour que le droit à l'avortement libre et gratuit soit enfin reconnu. Elles ont mené avec succès une campagne exemplaire qui a réussi à peser sur l'agenda politique national et sont parvenues à modifier favorablement les consciences sur cette question. La Gauche a rencontré Adriana Lopera, militante du PSR (section portugaise de la IVe Internationale) et du Bloc de Gauche, animatrice d'un groupe féministe du Bloc dénommé "Marias" ("Mulheres em Acção Radical por Ideais Anti-Sexistas" - Femmes en action radicale pour des idées anti-sexistes). Elle travaille également comme infirmière dans la section des soins intensifs de la maternité d'un hôpital de Lisbonne. PROPOS RECUEILLIS PAR CÉLINE CAUDRON ET ATAULFO RIERA

Portugal: les femmes s'entêtent

Dans quel contexte s'est déroulé la campagne pour obtenir un référendum sur le droit à l'avortement ?

Adriana: En 1998 il y a eu un référendum qui posait la question de la légalisation de l'avortement médicalement assisté jusqu'à la 10^e semaine, ce dernier n'étant autorisé qu'en cas de viol, de malformation importante ou de danger de mort pour la mère. Ce référendum avait été porté, à l'origine, par le Parti socialiste. A l'époque le Bloc de Gauche n'existait pas encore, nous nous y sommes impliqués avec le PSR.

Mais la droite avait réussi à contre-carrer ce référendum en menant une puissante campagne arguant que nous voulions porter atteinte à la vie humaine, que l'avortement était un crime contre un être sensible, que le système nerveux du fœtus était formé dès la première semaine, etc. En posant le débat sur ce terrain, ils ont réussi à nous mettre sur la défensive car il était difficile pour nous de défendre le droit à disposer de son propre corps face à ceux qui se réclamaient "pro-vie" - un comble car c'est nous qui sommes pour la vie!

Finalement, a eu lieu le 28 juin. C'était une journée torride et tout le monde était parti à la plage ! A peine 30% des électeurs ont voté et une courte majorité de 51% l'a emporté pour maintenir l'avortement dans l'illegalité. Avec un taux de participation de 30%, ce référendum ne pouvait

légalement être considéré comme décisionnel. Malgré tout, le gouvernement socialiste de l'époque l'a déclaré et reconnu comme tel, enterrant ainsi la campagne qu'il avait pourtant lui-même initiée.

Après cette défaite et ce camouflet de la part du PS, le mouvement féministe a connu une phase de déclin et de découragement. Le Bloc de Gauche, créé il y a cinq ans, a présenté l'année passée une nouvelle campagne en faveur d'un référendum sur le droit à l'avortement. Pour obtenir la tenue d'un tel référendum, il faut récolter 75.000 signatures à soumettre au Parlement. Le Bloc a donc lancé l'initiative et collaboré avec le PS, les Jeunesses socialistes, les mouvements de femmes et des secteurs progressistes de l'Eglise.

Et le Parti Communiste ?

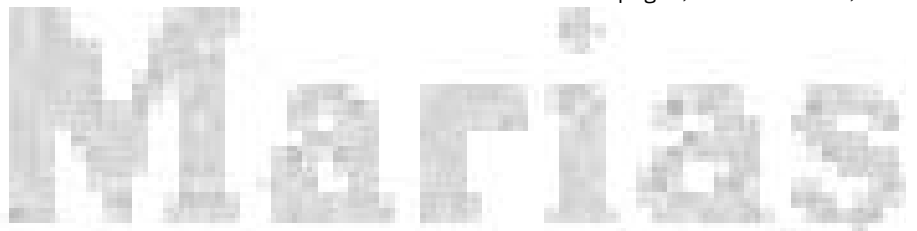
Adriana: Il s'y est pour sa part refusé car il estime que les droits fondamentaux ne doivent pas se décider par référendum. Selon lui, le droit à l'avortement libre et gratuit doit uniquement s'obtenir via une loi votée par voie parlementaire. Par principe, je pense également que les droits fondamentaux, surtout ceux des femmes, ne peuvent être statués par référendum. Mais, dans le contexte d'une majorité de droite et d'extrême droite que compte le parlement portugais, la voie parlementaire est illusoire car irréalisable.

Comment s'est concrètement déroulée la campagne ?

Adriana: Avec les femmes du Bloc, nous nous sommes impliquées à fond dans la récolte des signatures, armées d'un stylo et d'un papier à l'entrée du métro, des écoles, des entreprises, dans les marchés, les centres commerciaux. Il faut souligner que, si la campagne était unitaire, ce sont surtout et pratiquement seulement les femmes du Bloc et des centaines de jeunes femmes citoyennes qui se sont engagées concrètement pour collecter les signatures. Peu avant leur remise au Parlement, le PS a voulu, via les médias, s'approprié comme sien la réussite de la campagne, mais sans succès car les gens savaient que c'était avant tout les militantes du Bloc qui étaient dans les rues.

Nous avons discuté avec des milliers de personnes et, même si nous avons eu quelques réponses négatives ou des insultes (du genre "assassins!"), la majorité des personnes touchées estimaient qu'il fallait un nouveau référendum, qu'il fallait en finir avec une situation digne du Moyen-Age. Car, au Portugal, les femmes avortent bel et bien, mais elles le font dans des conditions "clandestines" terribles ou alors sont obligées de le faire en Espagne et de payer des sommes importantes.

Notre campagne, cette fois-ci, ne



mettait pas l'accent sur le droit à disposer de notre corps, sur la position de dire "mon corps m'appartient et je suis seule à en décider" car c'est une position qui passe difficilement, qui ne convainc pas la majorité de la population. C'est une attitude correcte mais dans une population aux opinions majoritairement à droite, le droit à disposer de son corps, ça ne passe pas.

C'est donc plutôt sur la criminalisation de l'avortement que nous avons mis l'accent en posant la question "êtes-vous d'accord que l'on juge et que l'on envoie en prison les femmes qui pratiquent un avortement?". Du coup, les gens peuvent difficilement répondre "oui" car beaucoup sont ou pourraient être directement ou indirectement concernés eux-mêmes.

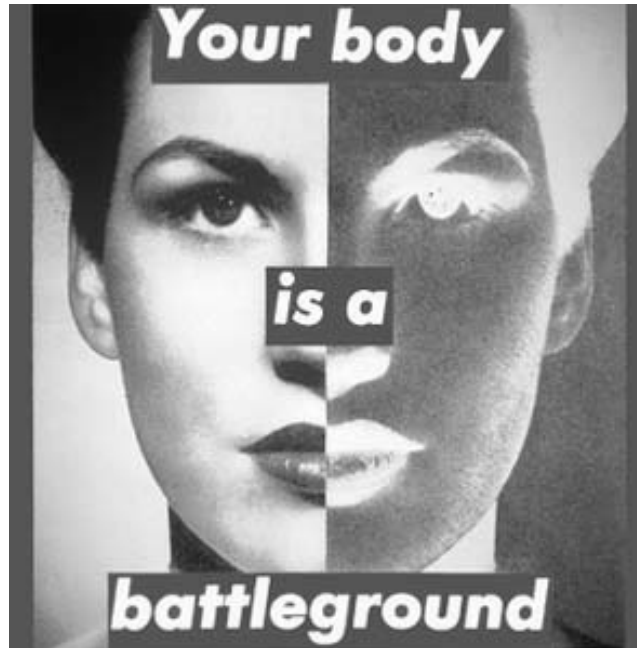
Nous avons d'ailleurs été favorisés par l'actualité puisque, en pleine campagne de signatures, au mois de novembre 2003, il y a eu un procès retentissant contre 9 femmes qui avaient pratiqué un avortement. Celles-ci ne se sont pas retrouvées seules sur le banc des accusés ; leur fiancé, les médecins, les infirmières, les assistantes sociales, un chauffeur de taxi qui les avaient emmenées à la clinique et leurs parents y ont aussi été entraînés! Bref, tous les gens qui avaient été "impliqués" de près ou de loin!

Ce qu'ont vécu ces femmes était horrible. Sur base d'une dénonciation, la police a appris que cette clinique pratiquait clandestinement des avortements. Les policiers ont arrêté ces femmes à leur sortie de l'hôpital pour les emmener au commissariat où on leur a fait des prises de sang afin de prouver qu'elles avaient pratiqué un avortement. Vivre cela ne fait jamais plaisir, mais si en plus on se retrouve ensuite arrêtée et jugée...

Nous avons immédiatement mobilisé contre ce procès et nous nous sommes rassemblées devant le tribunal avec le Bloc de Gauche et des

militant-e-s d'autres organisations pour y soutenir les accusées et affirmer que l'avortement n'est pas un crime et qu'il fallait un nouveau référendum sur la question. Finalement, toutes les femmes et tous les accusé-e-s ont été acquitté-e-s.

Début janvier, après à peine trois mois de campagne, nous avons présenté au Parlement 121.000 sig-



natures, beaucoup plus que nécessaire, un chiffre énorme pour un pays de 9 millions d'habitants! Le 6 janvier, le Parlement devait voter si oui ou non il y aurait référendum. Avec

les femmes du Bloc, nous étions présentes dans les travées réservées au public. Au moment où la majorité de droite a, malgré la quantité de signatures, voté contre la tenue d'un nouveau référendum, nous nous sommes toutes recouvertes d'une "Burka" afin de dénoncer le caractère réactionnaire de leur position.

Si la campagne n'a pas abouti dans son objectif immédiat, elle a par contre été un succès numérique et qualitatif important par le fait que des milliers de femmes se la sont appropriée, qu'il y a eu des débats et des actions dans la rue, etc. Ce succès permet de maintenir la pression sur le gouvernement de droite en faveur du référendum, au point qu'il promet aujourd'hui qu'il se tiendra finalement en 2006. Mais on ne peut lui faire confiance, ce qui nous impose de rester vigilantes et mobilisées.

Le mouvement féministe au Portugal est donc dans une phase ascendante car nous savons que nous avons réussi à gagner la majorité des consciences grâce à notre stratégie politique qui a mis l'accent sur la criminalisation de l'avortement. ■

Les " Marias " en quelques mots...

Comment fonctionnent les " Marias " ?



Adriana : C'est un groupe de jeunes femmes du Bloc de Gauche présent à Lisbonne, mais il n'est pas nécessaire d'être membre de ce dernier pour y participer. Il existe une commission femmes du Bloc mais nous avons senti la nécessité de nous organiser entre jeunes femmes. Par exemple, au moment de la campagne pour le référendum, la commission femmes du Bloc discutait pour savoir quelle personnalité significative nous allions contacter pour collaborer. Nous, nous voulions mener une campagne plus politique, plus concrète. Ainsi, c'est pratiquement le seul espace féministe qui rassemble uniquement des jeunes. Nous fonctionnons de manière non-mixte et ensuite nous portons nos débats dans les espaces mixtes de l'organisation. Les "Marias" ont bien entendu été très impliquées dans la campagne de signatures, mais nous menons également d'autres activités en direction des jeunes femmes (sur le travail précaire féminin, les sans papiers, la violence domestique, etc.) ainsi que des fêtes, des débats et une librairie féministes. ■

Plus de 4 millions de sans-emploi en Allemagne à ce jour. Et pourtant plusieurs patrons y lancent la revendication d'augmentation du temps de travail à 40 heures. La direction de Siemens a donné le "la". Après des mois de luttes, elle a conclu un accord avec le syndicat IG-Metall pour prolonger la semaine de travail de 35 à 40 heures dans deux de ses usines. Sinon les usines auraient été démantées en Hongrie. Le même accord liait le pécule de vacances et la prime de fin d'année aux résultats de l'entreprise. Siemens Allemagne, qui a fait 2.651 millions d'euros de bénéfice en 2003, a pu compresser ses coûts salariaux de 30 % dans ces deux implantations. Le geste d'IG-Metall suscitait des applaudissements dans les rangs du SPD (PS allemand) et du patronat. Ce syndicat était capable, il y a vingt ans, d'imposer la semaine des 35 heures en Allemagne occidentale. Aujourd'hui, il a capitulé sous la menace de la concurrence est-européenne, où le secteur de l'automobile allemand investit massivement.

PAR MATTHIAS LIEVENS

40 heures? 42 heures? 50 heures? 60 heures?

Les constructeurs automobiles BMW, Opel, Mercedes, Porsche et Daimler Chrysler ont également été séduits par ce concept et voudraient passer au 40 heures, certains ont même commencé à mettre la prolongation du temps de travail en pratique. Tout comme Deutsche Bahn (chemin de fer), Philips et Bayer, Thomas Cook a prolongé la semaine de travail de ses 5500 employés de 38,5 à 40 heures. Les ouvriers allemands travaillent aujourd'hui en moyenne 39,6 heures par semaine. Gerhard Schröder (premier ministre - SPD) jouait lui aussi la carte patronale en faveur de la semaine de 40 heures. " C'est la forme la plus humaine de baisse salariale ", selon lui. Le masque des socialistes du Neue Mitte, le Nouveau Centre dont se revendique la direction du SPD est tombé.

En même temps, le président de l'Institut allemand pour la Recherche économique, Klaus Zimmerman, plaide pour l'introduction de la semaine non pas de 40 mais de 50 heures ! Pour le fabricant de confiserie allemand Nappo Dr. Helle & Co c'est encore trop peu. Les 150 ouvrières, en majorité des femmes peu qualifiées, devaient prêter ces derniers mois 60 heures par semaine, sous la menace de fermeture de l'entreprise, avec maintien du salaire de la semaine de 38 heures. Les travailleuses étaient prises en otage par les banques qui refusaient un crédit au patron "à cause des charges salariales trop élevées". La loi

empêche de travailler plus de 10 heures par jour? Pas de problème pour la direction: les ouvrières sont les bienvenues le samedi aussi! L'entreprise réalise ainsi cyniquement son slogan "Tout ce qui est bon vient de Nappo !"

Au Pays-Bas, c'est le ministre des Affaires économique, Jan Brinkhorst (D66, lib.) qui a ouvert l'offensive pour les 40 heures. D'abord dans l'administration, puis dans le secteur privé, il a introduit l'allongement de la semaine de travail comme une alternative pour le gel des salaires que les partenaires sociaux ont convenu à l'automne 2003. A Hoogezand, l'entreprise de matériel de bureau Smead Europe, a déjà introduit la semaine des 40 heures. Les 140 employés l'ont adopté "volontairement". Les syndicats FNV et CNV sont allés devant le tribunal, qui a jugé l'expérience illégale car contraire à la convention collective de travail.

En France aussi, la semaine des 35 heures durement acquise est mise sous pression. Sarkozy a qualifié la loi des 35 heures de "perverse", tout simplement. Une première tentative du gouvernement pour vider la loi de son sens par un assouplissement des heures supplémentaires n'a pas amené beaucoup d'eau au moulin néo-libéral. Seuls quelques secteurs ont pu mettre en pratique les nouvelles règles. Sous la menace de la délocalisation, une nouvelle offensive est en cours, entre autre à l'usine

Bosch de Lyon, qui fabrique des composantes pour l'industrie automobile. En juillet, les ouvriers y ont "volontairement" souscrit au prolongement de la semaine jusqu'à 36 heures.

QUAND BERLIN S'ENRHUME..

„Bruxelles éternue! C'est le VWK, le patronat chrétien du Limbourg qui a le premier senti le vent venant de l'Est et a exigé à son tour des semaines de travail plus longues. Chez Siemens Atea la parole fut suivie d'actes. En mai 2003, la maison mère Atea retirait des commandes de l'usine de Herentals. Puis la direction entamait des pourparlers avec les syndicats pour rendre l'entreprise plus compétitive, notamment en prolongeant la durée hebdomadaire de travail d'une heure. En août dernier, la direction de la fabrique liégeoise Marichal Ketin avait tenté de passer de 36 à 40 heures par semaine, mais elle s'est retrouvée face un "niet" très ferme des syndicats.

Rudi Thomaes, le nouvel administrateur de la FEB a lui aussi choisi l'offensive, dès son entrée en fonction. Il avance l'allongement de la semaine de travail de 38 à 40 heures avec maintien du salaire (A cause de la concurrence, Madame, Monsieur!) alors que les membres de son organisation ne respectent pas leurs promesses en matière de formation du personnel, pourtant pointée du doigt comme un facteur important dans la concurrence économique.

Le prolongement de la semaine de travail avec maintien du salaire signifie une baisse du salaire horaire, après des années de modération salariale à travers la norme. Alors que les prix, surtout énergétiques, sont fortement orientés à la hausse, les travailleurs ont par contre besoin d'un rattrapage salarial. Dans le cadre de la lutte contre le chômage, objectif déclaré de ce gouvernement, l'augmentation des heures prestées est évidemment aussi contre-productif. Pourquoi pas réduire le temps de travail, avec maintien de salaire, et répartir l'emploi ?

UN SIGNE DE FAIBLESSE ?

La facilité avec laquelle la bourgeoisie fait passer la rampe au concept de l'allongement de la semaine de travail est une indication claire qu'elle tient toujours l'initiative au niveau politique. C'est la bourgeoisie qui fixe les termes du débat politique. L'offensive néo-libérale continue malgré la résistance. Cette politique sur-détermine le rythme et le contenu de mobilisation et de lutte sociales, qui restent généralement sur la défensive, malgré quelques exceptions, comme la lutte de Fiat à Melfi.

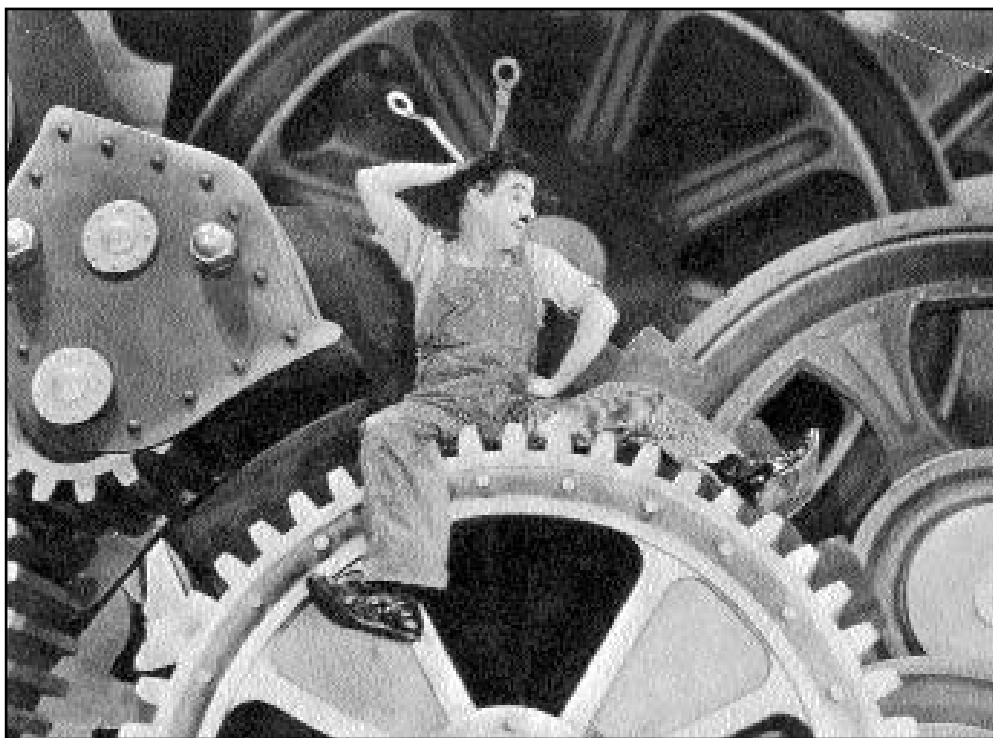
Pourtant la bourgeoisie n'a pas réussi, malgré l'euphorie autour de la nouvelle économie ou la chute du mur, à offrir une sortie à la crise qui continue depuis les années 1970. La classe dominante n'a pas su poser les bases pour une nouvelle période de croissance économique comme l'Europe l'a connue dans les années 1950 et '60. L'offensive néo-libérale est une tentative de modifier les rapports de force entre travail et capital dans cette perspective. Mais on peut se poser la question si l'exigence d'allonger la durée du travail n'est pas aussi un signe de faiblesse.

Le fait que la bourgeoisie doive se servir de l'allongement de la durée de la peine n'est-il pas un symptôme de son impuissance économique? Le rôle progressiste que Marx voyait en son temps pour le capitalisme consistait justement dans la capacité du système à développer les forces de production à tel point que le temps

de travail pouvait être radicalement réduit, ce qui libérait du temps pour les loisirs et la participation des travailleurs à la gestion démocratique. Pendant les années grasses, la bourgeoisie a fondé son hégémonie sur sa capacité à développer les forces productives à tel point que la classe ouvrière pouvait arracher une partie importante des gains de productivité sans que cela ne cause de souci important à la classe bourgeoise. En échange d'une partie croissante du gâteau, la bureaucratie syndicale était prête à paralyser la résistance. La bourgeoisie était capable dans les années glorieuses du fordisme d'offrir aux travailleuses et travailleurs une existence relativement meilleure que celle des générations précédentes avec des salaires plus élevés, des

travailleurs produisent sans être rétribués. Une forme progressiste d'augmentation de la plus-value est la production de la plus-value relative: par le développement des forces productives, le temps nécessaire à la production des biens nécessaires à l'entretien des travailleurs est réduit encore et encore, augmentant également la part dont s'accaparent les bourgeois.

Que la bourgeoisie en arrive à se battre pour l'augmentation de la plus-value absolue montre clairement le rôle régressif que le capitalisme joue dans sa phase actuelle. Cela ouvre des opportunités pour la clarification politique. D'autres mesures néo-libérales pouvaient être camouflées jusqu'à un certain point. La flexibilité



semaines plus courtes, une sécurité sociale etc.

Cette base économique lui manque aujourd'hui. Karl Marx a dédié plusieurs chapitres du Capital à la lutte autour de la durée de la journée de travail. Il appelait "plus-value absolue" la durée de la journée qui dépasse le moment où le travailleur a produit l'équivalent à son entretien (chap.XVI du 1^{er} Livre). En prolongeant la journée de travail, le patron augmente le nombre d'heures que les

était soi-disant nécessaire parce que le consommateur exigeant veut des produits sur mesure sans attendre. La réforme des pensions semble justifiée par l'augmentation de l'âge moyen des citoyens. Et ce seraient les nouvelles techniques médicales, efficaces mais si coûteuses qui ont entraîné la réforme de la sécurité sociale. Au moins, les scribouillards du néolibéralisme avaient-ils des belles histoires pour rendre acceptable ou invisibles les enjeux de la politique néo-libérale. Il est beaucoup plus difficile de ven-

dre l'allongement de la durée du temps de travail de cette façon. Il est clair pour chacun qu'il s'agit d'un développement régressif. Il montre d'une façon presque pédagogique que c'est aux travailleuses et travailleurs de porter les charges de la crise et de la concurrence.

Le patronat tente de justifier sa démarche en nous renvoyant à la concurrence internationale et en menaçant de délocaliser la production. Mais il s'agit en fait d'une logique pourrie : d'abord on libère le marché européen via des décisions politiques, puis les salaires doivent baisser à cause des "lois économiques" c'est-à-dire pour tenir tête à des concurrents qui n'avaient pas accès libre à notre



marché auparavant, les entreprises est-européennes. Voilà le discours

officiel. Quand l'Espagne et le Portugal ont rejoint ce qui était alors la CEE, les salaires qui y étaient payés étaient relativement aussi bas. Il n'y a pourtant pas eu alors de discours de ce type.

L'argument de la concurrence ne sort-il pas à tort et à travers chaque fois qu'on veut faire chanter le mouvement ouvrier? Les acquis de la classe ouvrière européenne sont sous pression dans chaque pays de l'Union.

Si l'Allemagne entame le mouvement, chaque bourgeoisie nationale lui emboîtera le pas au nom du pouvoir concurrentiel. L'Europe entière se trouve entraînée dans une spirale descendante et perverse. ■

Le compromis? La flexibilité pardi!

Les plaidoiries sauvages pour la semaine des 40 voire 50 heures généralisées avec maintien de salaire sont surtout lancées pour mettre de la pression dans la cocotte. Il semble improbable qu'on arriverait à des mesures radicales de ce type. Au niveau de l'économie nationale, une telle diminution des salaires amènerait une baisse énorme du pouvoir d'achat, et une augmentation de la surproduction.

Les sommets syndicaux s'opposent à ces mesures linéaires, mais ils sont prêts à entamer un dialogue sur la flexibilité, disent Verboven (ABVV) et surtout Cortebeek (ACV). C'est vraisemblablement sous le drapeau de la flexibilité que les PME obtiendront la possibilité d'occuper les travailleurs plus de 40 heures.

Avec éventuellement une limite annuelle, comme le proposait Luc Vansteenkiste de la FEB. "Dans un tel système, il se peut qu'un travailleur apprenne qu'il ne doit travailler qu'une demi-journée la semaine d'après. A d'autres moments de l'année, quand il y a énormément de travail, il devra travailler davantage." (De Morgen, 28/4/4, notre trad.) Unizo (Indépendants flamands) saisit la discussion autour des 40 heures pour demander un assouplissement de la législation concernant les heures sup'.

Au niveau des PME, où les rapports de force sont très variables et souvent défavorables, il est plus facile pour le patron de démanteler furtivement les acquis des travailleurs. La LBC (CNE flamande) a proposé elle-même un allongement de la durée du travail de 36 h à 36h30 avec maintien du salaire pour remettre à flot les négociations pour une nouvelle convention chez Fortis.

Le Setca a désapprouvé. Pourtant, Xavier Verboven de l'ABVV pense que ce genre de questions peut être abordé au niveau de l'entreprise.

Si les organisations patronales jouent le jeu à la dure, les négociations concernant l'accord salarial de l'automne seront chaudes. Surtout s'ils y ajoutent des attaques contre les pensions, une exigence de flexibilité accrue et des baisses de charges supplémentaires.

La Commission européenne a jeté de l'huile sur le feu en prévoyant dans ses "Prévisions Printanières" que les charges salariales belges croîtraient plus vite que celle des pays voisins. Comment pourrait-il en être autrement si les offensives des gouvernements allemand, néerlandais et français continuent au rythme actuel? La Commission est elle-même un des accompagnateurs actifs du "levelling-down", de harmonisation vers le bas des conditions de travail dans l'espace européen.

Il n'entre évidemment pas dans les moeurs néo-libérales d'envisager d'harmoniser les conditions de travail en améliorant celles des États-membres est-européens, d'où viennent les nouveaux concurrents. Pourquoi ne pas imposer une norme salariale minimale à tous les pays membres? Pourquoi ne pas pratiquer un "levelling-up" et enclencher une spirale vertueuse?

Il est indispensable que les instances syndicales opposent un non puissant à cette revendication patronale. Mais pour reprendre l'initiative il faudra une action internationale et un cahier de revendications européen offensif. ■

L'offensive néo-libérale est en train de se déplacer sur le terrain du droit du travail, pour une raison simple à comprendre. Son but ultime est la marchandisation de la force de travail ; or, le droit du travail est au fond un ensemble de règles qui font précisément que la force de travail n'est pas une marchandise comme les autres. PAR MICHEL HUSSON (*)

Offensive néo-libérale sur le droit au travail

Pour mieux illustrer ce propos, on peut commencer par un petit fait symbolique. Dans la plupart des rapports économiques officiels, on ne trouve pas de chapitre spécifiquement consacré aux salaires. Quand il y avait de l'inflation, ils étaient analysés dans le chapitre consacré aux prix, puisque l'inflation ne pouvait avoir d'autre cause qu'une progression excessive des salaires. Aujourd'hui, l'entrée "salaires" se trouve dans le chapitre "emploi" parce que la vulgate néolibérale n'envisage aucune autre cause du chômage qu'une insuffisante "modération" salariale.

On en revient encore une fois à la marchandise : le chômage est créé par tout ce qui empêche le prix du travail de baisser suffisamment pour ajuster l'offre et la demande, comme cela se passe par exemple sur le marché de la pomme de terre. Un premier obstacle à cet ajustement a été levé par l'installation d'un taux de chômage élevé, voisin de ce que les économistes du Capital nomment taux de chômage "d'équilibre" ou même taux de chômage "naturel". Mais toute une série de "rigidités" subsistent encore, qui tiennent aux législations et réglementations trop "protectrices". Le sommet du cynisme est atteint quand on suggère que c'est la générosité même des systèmes d'indemnisation qui produit le chômage.

Les chômeurs seraient en effet encouragés à s'installer dans le "luxe" et insuffisamment "incités" à chercher et à accepter n'importe quel emploi. C'est l'axe principal d'une rhétorique abondamment développée, notamment par les institutions européennes, quant à la nécessité de "réformes structurelles" des marchés du travail. Ce n'est donc pas solliciter indûment les théorisations néo-libérales que de traduire ainsi le constat qu'elles dressent : le droit du tra-

vail actuel exprime un rapport de forces que la montée du chômage a permis de déplacer. C'est au fond en raison de ce décalage avec la situation actuelle qu'il doit être "réformé", la réforme consistant en l'occurrence à le vider de sa substance.

Pour en revenir à l'économie (mais celle de Marx cette fois), le monde idéal des néo-libéraux peut alors être défini comme celui où les patrons ne paieraient la force de travail que durant les plages de temps où sa valeur d'usage spécifique est mise en œuvre. Toute situation où un salarié est payé alors qu'il ne produit pas directement pour son employeur est ressenti comme une "charge" illégitime qu'il s'agit de réduire. C'est autour de cette exigence que l'on peut reconstituer l'unité profonde de l'offensive capitaliste contre l'Etat social et le droit du travail.

Fondamentalement, le patronat ne supporte plus de payer les salariés quand ils sont retraités, malades ou privés d'emploi, et il refuse de la même façon de les rémunérer quand ils n'ont pas de travail à leur confier. C'est ce qui explique la fixation actuelle contre toute réglementation de la durée du travail qui revient à instaurer une déconnexion entre le temps de travail utile (celui de l'exploitation) et le temps de non-travail. La détestation du patronat pour les 35 heures ne fait qu'exprimer son intention de faire de la durée du travail un attribut du contrat passé en tête-à-tête avec chaque salarié.

Ce projet implique évidemment la disparition de la notion même de durée légale du travail. Il porte en lui la revendication d'une absolue liberté de licenciement (quitte à payer ce droit d'une taxe minimale) assortie d'une pression exercée sur les chômeurs pour accepter n'importe quel type d'emploi. La volonté de dissoudre toute référence aux qualifications au profit d'une notion de compétence - floue, instable et arbitrairement

individualisée - va évidemment dans le même sens, ainsi que la volonté d'opposer systématiquement le contrat à la loi. Cette utopie libérale ne peut évidemment être réalisée du jour au lendemain, et le seul point de divergence entre patronat et gouvernement porte d'ailleurs sur les rythmes et les modalités du processus. Mais il est important de comprendre que telle est bien la cible visée, parce que ce radicalisme a une conséquence directe, qui est l'impossibilité pour les "partenaires sociaux" de se fixer raisonnablement l'objectif de définir un nouveau "compromis social" relativement stable.

Tout recul ou toute concession sont considérés comme un encouragement à aller plus loin. On peut ici parler d'un échec du social-libéralisme qui se propose d'accompagner le mouvement plutôt que de s'y opposer de front.

Mais cet échec désigne aussi l'obstacle auquel est confrontée l'offensive néolibérale, celui de ne pas tenir ses promesses. La baisse des "charges" ne crée pas d'emplois mais des revenus financiers, les pressions exercées sur les chômeurs ne font pas reculer le chômage mais progresser la misère, et les réformes de la protection sociale se traduisent par une baisse des retraites et un accès limité aux soins. Cette perte de légitimité suscite des résistances mais ne conduit pas pour autant à la recherche d'un projet plus consensuel. Faute de solution de rechange, et s'étant eux-mêmes privés des instruments d'une éventuelle régulation, les néolibéraux n'ont d'autre issue que la fuite en avant.: "mettre le droit du travail en conformité avec le droit boursier" comme l'énonce le patronat français. On ne saurait être plus clair ! ■

(*) économiste, membre de la Fondation Copernic. "Les casseurs de l'Etat social", La Découverte, 2003

L'élargissement aux pays de l'Est, la question de la Constitution et les élections du 13 juin au Parlement ont mis l'UE au coeur d'actualité. Mais quels sont et seront les conséquences de ces événements sur les politiques de l'Union en matière sociale, et plus particulièrement par rapport au chômage? Pour y répondre, entretien avec Michel Rousseau, membre du secrétariat international des Marches Européennes/Euromarches. PROPOS RECUEILLIS PAR ERIC MATRIGE

Quand l'UE s'élargit elle rétrécit les droits sociaux

Peut-on dire que l'UE s'attache à développer une politique commune face au chômage, l'exclusion et à la précarité? Et par quels moyens?

Michel Rousseau: Tout ce qui est lié aux questions sociales dont le chômage, la précarité, les exclusions ne s'inscrit pas dans les compétences de l'UE. C'est aux Etats à "gérer" ces problèmes. Que l'UE connaisse un chômage de masse et de longue durée depuis des décennies n'inquiétait pas outre mesure ses dirigeants. Il a fallu attendre le sommet d'Amsterdam en 1997, année de la grande manifestation des Marches européennes, pour que l'UE commence à coordonner les politiques de l'emploi des différents pays. C'est ainsi que, de sommet en sommet (Luxembourg, Cardiff, Vienne, Cologne et surtout Lisbonne), l'UE mit en œuvre, dans le cadre des GOPE (Grandes Orientations de politique économique), non un processus de lutte contre le chômage mais une série de mesures visant à lisser le marché de l'emploi notamment par la généralisation des emplois précaires et de la flexibilité.

Sous l'impulsion des sommets de l'UE, les Etats mirent en place des politiques dites "d'activation" des chômeurs pour augmenter les taux "d'employabilité" et obliger tout le monde à travailler à n'importe quels prix et conditions. Après la Belgique et la France, c'est au tour de l'Allemagne de connaître ce proces-

sus annoncé dans l'"agenda 2010". A ce jour ces politiques n'ont pas vraiment fait reculer le chômage : par contre toutes les formes d'emplois précaires ont fleuri sur les décombes des différents codes du travail acquis au siècle dernier.

La politique socio-économique de l'UE sera-t-elle influencée par l'élargissement?

M.R.: Oui, bien sûr. En soi, l'élargissement à l'Est n'est que la prolongation des politiques précédentes. Mais s'il y a continuité, le dernier élargissement, par delà une extension géographique et quantitative, est aussi l'occasion d'un saut qualitatif pour l'UE. Le fait que cette union économique se soit dotée, à l'occasion de cet élargissement, d'une "Constitution" ultralibérale est plus qu'un symbole.

La composition de la nouvelle Commission élargie augure d'une accélération de la libéralisation sur le continent. Des directives comme celle du projet concernant le "principe du pays d'origine" permettront à la Commission de contourner les obstacles nationaux pour "le respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre", leitmotiv de la nouvelle "Constitution". La commissaire néerlandaise à la Concurrence a déjà annoncé une "réforme" du statut de l'emploi pour accroître la compétitivité de l'économie européenne avec l'arrivée des chômeurs des pays de l'Est sur

le marché du travail. Le Verining Bijstansbond d'Amsterdam, le réseau des Euromarches et l'ENU ont organisé à Bruxelles au mois de mars une conférence-débat européenne pour analyser toutes les conséquences de l'élargissement. Conclusion : quand l'UE s'élargit, elle rétrécit les droits sociaux et précarise les emplois - Un livre et une cassette rendent compte des actes de cette conférence : "Les droits sociaux dans l'Europe élargie" aux éditions Syllepse et Canal Marches.

Le résultat des élections européennes de juin aura-t-il une influence sur la politique européenne face au chômage?

M.R.: Même si les Etats ont encore de réels pouvoirs, les grandes décisions se prennent de plus en plus à l'échelle européenne. Même si le Parlement européen, malgré quelques avancées, reste sans pouvoir réel face à la Commission, ces élections portent aux responsabilités des forces politiques qui mettront en œuvre les politiques de l'UE pour les années qui viennent.

C'est pourquoi, il y a de quoi être inquiet. Le système d'élections européennes dans les cadres nationaux favorise la représentation des formations politiques de droite ou social-démocrates en accord avec les politiques néo-libérales de la Commission. La casse sociale que nous connaissons depuis quelques années va encore s'accroître. C'est



dire s'il est urgent de relever la tête à l'échelle européenne!

Quels types de mesures concrètes les états membres adoptent-ils en matière de chômage?

M.R: D'abord les gouvernements frappent à la caisse : ils rognent sur le montant des allocations, les aides sociales au prétexte que les chômeurs toucheraient trop d'indemnités et n'auraient donc pas intérêt à reprendre le travail. Dans le même temps, ils mettent en place des dispositifs de contrôle de plus en plus tatillons dans le but d'exclure des statistiques et des indemnités le maximum de chômeurs et chômeuses. Ils privatisent les services publics de l'emploi.

Enfin, ils obligent à accepter n'importe quel boulot. Tout cela dans le cadre d'offensives sans précédent contre les "acquis sociaux" : sécurité sociale, retraite, durée du travail. En France, le MEDEF et en Allemagne, Hartz n'ont rien inventé. Toutes les mesures qu'ils préconisent sont l'application locale et zélée des textes de la Commission européenne.

En France et en Allemagne, les mesures relatives au chômage ont été particulièrement violentes. Quelles sont les ripostes qui se sont organisées dans ces 2 pays? Quelles forces ont mené ces ripostes?

M.R: D'une manière générale nous avons connu des mobilisations dans toute l'Europe contre ces attaques mais sans succès. Concernant les retraites, nous avons même perdu dans tous les pays. En France les mobilisations portées notamment par les intermittents du spectacle et les organisations de chômeurs ont permis des reculs du gouvernement sans pour autant remettre en cause la dynamique des "réformes" engagées contre les chômeurs.

En Allemagne, le processus est en cours : les manifestations du 3 avril et aujourd'hui celle des "lundis" créent un rapport de force sans précédent que Schröder ne pourra

ignorer longtemps. Mais à ce jour rien n'est joué. Comment pouvons-nous coordonner ces mouvements non seulement pour exprimer la solidarité mais pour riposter au niveau même des offensives patronales et gouvernementales?

Au FSE de Paris, la politique de l'Europe face au chômage et à la précarité a été discutée. Quels sont les axes de travail qui s'y sont ébauchés? Comment ont-ils été suivis dans les différents pays?

M.R: Dans le cadre de l'Assemblée européenne des chômeurs et pré-

FSE de Paris, lors de l'Assemblée des mouvements sociaux, a été mis en œuvre le projet d'une journée de mobilisation européenne contre la casse sociale. La réalisation a été plus difficile sauf en Allemagne.

Le prochain FSE de Londres traitera aussi du chômage endémique dans l'UE élargie. Quels thèmes seront particulièrement abordés et avec quelles perspectives?

M.R: Nous pensons qu'il est nécessaire de développer une solidarité Est/Ouest des mouvements sociaux pour contrer le dumping salarial et



caires en lutte du FSE, nous avons d'abord fait le point sur la situation dans les différents pays de l'UE présents. La présence d'organisations polonaises a permis en particulier d'approfondir les problèmes posés par l'élargissement. Par-delà l'état des lieux, nous réfléchissons sur les moyens nécessaires pour développer de réels mouvements sociaux européens. Depuis plusieurs années le réseau des Euomarches mobilise le 30 octobre pour le droit à un revenu pour toutes et tous. Sur quelles revendications communes pouvons-nous mobiliser en matière de revenu, de temps et de conditions de travail? La convergence du monde associatif et du monde syndical est décisive à cet effet. C'est dans ce sens qu'au

social, la xénophobie et le populisme dans l'UE. Seule l'émergence d'une conscience et d'un mouvement social européen, seule une mobilisation massive et active des populations, des salarié(e)s, des précaires, des chômeurs et des chômeuses, seul le développement à la base des luttes sociales, permettront de construire un futur autre que celui planifié par l'ersatz de Constitution européenne sans droits sociaux. Nous pensons que le FSE et l'Assemblée des mouvements sociaux doivent ouvrir la voie à de telles perspectives de mobilisations et d'alternatives. ■

C'est clair et Net sur:
www.euomarches.org
www.stopchasseauxchomeurs.be

Lors du scrutin du 13 juin dernier, la "grosse machine" Vlaams Blok a raflé 24% des voix en Flandre tandis que le "fantomatique" Front national obtenait 8% et 4 élus au Parlement wallon. Comment expliquer un tel succès ? La précarité, même croissante, ne permet plus à elle seule de comprendre ce phénomène. PAR JEAN FANIEL

Pour une analyse de gauche du succès de l'extrême droite

Vingt-quatre pour cent des électeurs flamands ont accordé leur voix au Vlaams Blok. Avec un tel chiffre, impossible d'encre analyser le vote d'extrême droite uniquement comme un vote de "pauvres" ou d'"exclus". D'ailleurs, toutes les enquêtes réalisées à la sortie des urnes montrent depuis plus de 15 ans que le VB "ratisse large". Ceci ne fait que confirmer ce que l'on sait à propos de l'électorat d'extrême droite en France, en Autriche, en Italie ou dans les pays scandinaves : les partis d'extrême droite parviennent à attirer d'une part des électeurs venus des milieux "populaires", et de l'autre des gens issus de couches plus aisées de la société.

LA SOUPE NÉOLIBÉRALE

Les raisons de leur vote sont différentes. Quoiqu'on peut penser qu'elles s'alimentent au même bol : la soupe néo-libérale que les institutions économiques, politiques et médiatiques nous servent depuis plusieurs décennies.

Les électeurs "populaires" des partis d'extrême droite ne sont pas tellement à chercher chez les exclus. Ceux-là ont déjà tout perdu. On les retrouve plutôt chez les ouvriers, les employés, les chômeurs ou les pensionnés. Ceux qui ont (encore) quelque chose à défendre : un boulot (mais jusqu'à quand?), une allocation de chômage (mais plus pour longtemps, Vandembroucke et l'ONEm s'en occupent) ou une pension (faible, et pour combien de temps encore?).

Cette généralisation de la précarité est déjà une victoire du système néo-libéral. Mais le néo-libéralisme a également laissé sa trace sur le plan idéologique. L'idéal (!?) de compétitivité,

de lutte de tous contre tous, et d'écrasement des plus faibles, allié à la détérioration des conditions de vie et de travail d'une masse de gens a permis le développement rapide du racisme, qui signifie exclusion de l'autre, vu comme un concurrent, ainsi que des discours ultra-sécuritaires, qui nous expliquent que le danger se trouve à tous les coins de rue (surtout les rues de Schaerbeek ou de Molenbeek!).

Les politiques gouvernementales semblent d'ailleurs justifier ces perceptions et ce genre de discours. Par la construction et le renforcement d'une "Europe forteresse" (les capitaux doivent pouvoir circuler, pas les personnes), par l'édification et la gestion de camps d'enfermement pour étrangers et par l'expulsion forcée de ceux-ci. En Belgique, ces politiques ont été appliquées avec beaucoup de zèle par L. Tobback, J. Vande Lanotte, L. Vandebossche ou P. Smet, membres du SP.a, et non du Vlaams Blok. Mais le poids électoral du VB, ainsi que la force de son discours, permettent aux partis "démocratiques" d'imposer plus facilement ces règles qui mettent les étrangers en situation de grande précarité et les transforment en sans-papiers obligés de travailler au noir pour survivre. C'est la dernière forme d'esclavage à la mode, elle aussi fruit du néo-libéralisme.

De telles pratiques officielles renforcent aussi dans leurs convictions de plus en plus droitières les électeurs provenant des classes moyennes (salariés ou indépendants) ou de la bourgeoisie qui se tournent vers l'ex-



trême droite. Les 25% d'habitants de Schoten, banlieue verte et chic d'Anvers, qui votent pour le Vlaams Blok tremblent sans doute face aux hordes d'étrangers qui, ont-ils entendu dire dans les journaux, à la télé ou par leurs voisins (et sans doute aussi par les vendeurs de systèmes d'alarme), vont débarquer pour piller leur villa et piquer leurs grosses bagnoles. Mais ils en ont tout autant marre de devoir payer pour entretenir d'innombrables chômeurs, qu'ils considèrent comme d'abominables fainéants et profiteurs.

Pour ces électeurs-là aussi le rouleau compresseur néo-libéral permet d'expliquer bien des choses. Non pas qu'ils soient victimes du développement effréné du capitalisme, ils en sont plutôt les bénéficiaires. Mais, précisément, ils comptent bien le rester! Et comme le discours de charité chrétienne, qui imposait qu'on s'occupe un minimum des pauvres, est à présent supplanté par l'idéologie excluante du chacun pour soi, il

n'y a plus guère de scrupules à voter pour un parti d'extrême droite.

Aux yeux de ces électeurs "aisés" d'extrême droite, voter pour un parti comme le Vlaams Blok permet même d'empêcher les partis libéraux et conservateurs (VLD, CD&V ou NV.A nationaliste) de virer trop à gauche. Et en effet, on peut dire que ça marche ! Ceux-ci, ainsi que le SP.a, n'ont pas compris que "l'électeur préfère l'original à la copie". Pourtant, celui qui a dit cela s'y connaît, puisqu'il s'agit de J.-M. Le Pen lui-même ! Ou plutôt ces partis "démocratiques" flamands profitent-ils parfois bien de l'existence du VB. En effet, elle leur permet d'imposer leur politique profondément antisociale, tout en prétextant qu'ils luttent ainsi contre le VB. Mais le développement de celui-ci commence néanmoins à leur poser quelques soucis. En juin 2004, ce n'est que grâce à un cartel que le CD&V a réussi à empêcher le VB de devenir le premier parti de Flandre. Et cela oblige les trois partis "traditionnels" à gouverner ensemble, ce qui réduit leur marge de

manœuvre (ainsi que les postes auxquels ils ont accès).

QUELLE AUTRE POLITIQUE?

En réalité, les partis de droite ne sont pas capables de lutter efficacement contre l'extrême droite. Soit parce que la politique qu'ils mènent creuse les inégalités et renforce ce néo-libéralisme qui pousse au vote d'extrême droite. Soit parce que s'ils décident (sait-on jamais) de mener une politique "plus à gauche", ce sont leurs électeurs les plus à droite qui le leur feront payer .

Bref, seule une ample politique de gauche peut mener à un recul de l'extrême droite. Une politique qui lutte contre les inégalités économiques et sociales, mais qui combatte aussi la dimension idéologique du néo-libéralisme, et montre clairement, notamment aux classes moyennes tentées par le vote d'extrême droite, que plus d'égalité et de bien-être pour tous ne signifie pas moins de sécurité pour elles-mêmes. Une politique, aussi, qui implique les citoyens de manière active dans la

prise des décisions qui les concernent. Une politique, enfin, qui s'appuie sur le mouvement ouvrier et social, qui développe les initiatives antifascistes lancées par le monde associatif et amène les syndicats à s'impliquer davantage dans ce combat.

Au fait, ne sont-ce pas des gouvernements de "centre-gauche" qui viennent d'être mis en place en Wallonie et à Bruxelles? ■

(1) Rappelons que la grande presse flamande considérait le gouvernement arc-en-ciel comme l'un des plus à gauche qu'ait connus la Belgique. Eh oui, ce gouvernement qui a augmenté les expulsions, démolit le droit au minimex et vendu à tour de bras les services et même les bâtiments publics... Entre autres. / (2) C'est un peu ce à quoi on a pu assister autour de la question du vote des immigrés. Le VLD est apparu -bien à tort !- comme trop conciliant sur ce dossier et les tensions internes qui s'en sont suivies lui sont revenues en boomerang au soir des élections.

C'est Clair et Net sur:

www.resistance.be

Que faire face à la montée continue du Blok ? **Rompre le cordon néolibéral!**

Quatre années durant, le SP.A et Groen! ont été au pouvoir en Flandres avec le VLD. En fin de course, le Vlaams Blok a augmenté son score de 8,36%. Leur politique ne lui a absolument pas coupé l'herbe sous les pieds. Au contraire, il est désormais le plus grand parti politique du Parlement flamand, avec 32 élus.

Les deux partis "progressistes" au gouvernement avaient la moitié des ministres flamands et, ensemble, ils avaient plus de sièges au parlement que leur partenaire VLD. Cela n'a donc aucun sens de renvoyer la responsabilité à celui-ci (d'ailleurs, aux élections précédentes, sans le VLD au gouvernement, le Blok progressait déjà de 5%).

OUI AU CORDON SANITAIRE, NON AU CORDON NÉOLIBÉRAL

Le cordon sanitaire doit être maintenu, non seulement pour des raisons éthiques, mais pour des raisons politiques. Une coalition de droite avec le Blok nous mènerait vers un gouvernement de droite dur, autoritaire, agressif, xénophobe, antidémocratique et antisocial, qui frapperait durement les travailleurs, les jeunes, les immigrés, les homosexuels et lesbiennes... Il est inacceptable que même certains politiciens de gauche et intellectuels se prononcent pour une telle aventure.

Mais tout aussi inacceptable est le fait que des partis de gauche, par peur du Blok ou pour quelque autre raison, se soumettent à la politique de la droite, la

politique néolibérale, les privatisations, la flexibilité du marché du travail, les coupes sombres dans les charges sociales, la construction d'une UE non démocratique et antisociale, etc.

La vraie contradiction politique oppose donc la gauche et la droite davantage que les démocrates et les antidémocrates. Il est possible qu'un politicien individuel du VLD soit vraiment antifasciste, mais la politique néolibérale de son parti donne des ailes au Vlaams Blok.

LA POLITIQUE NÉOLIBÉRALE, VOILÀ LE PROBLÈME. IL EST POSSIBLE DE LUTTER CONTRE LE BLOK!

Le VlaamsBlok remporte des scores élevés dans toute la Flandre. Il serait certes impossible de récupérer par une seule et même réponse politique aussi

bien les électeurs du Blok dans les quartiers de villas de Brasschaat que les électeurs du Blok dans les quartiers populaires défavorisés des grandes villes. Mais son grand bond en avant, le Blok n'a pu le faire qu'après avoir gagné à grande échelle les électeurs de gauche, surtout ceux du SP.A. Seule la gauche est capable de récupérer ces électeurs-là et de donner ainsi un uppercut au Blok. Mais, pour cela, elle doit faire un virage politique à 180°.

Trente années de crise et de politique néolibérale ont changé notre société radicalement et en profondeur. Nous vivons une époque politiquement très difficile. Les services et les structures publiques sont démantelés les uns après les autres et transférés au privé. Dans les grandes villes, du fait de la politique d'austérité, des quartiers entiers ont été délaissés pendant de longues années. Dans certains quartiers, une personne sur trois vit de l'allocation sociale minimale. L'enseignement est en piètre état et de grandes parties de la population sont contraintes de consacrer la moitié de leur revenu à leur logement. Les enfants des familles immigrées attirés chez nous pour faire le sale travail sont touchés de plein fouet par le chômage et la paupérisation. Il n'est pas étonnant que ce cocktail donne des résultats explosifs dans certains quartiers. Mais on ne résout pas les problèmes sociaux par la répression ! Seuls des investissements massifs dans l'enseignement, la rénovation urbaine, le logement et la création active d'emplois peut refaire de ces quartiers des zones agréables à vivre. Le délabrement urbain est un produit de la politique néolibérale.

Mais, sous pression des dogmes néolibéraux, on préfère donner des milliards de cadeaux aux entreprises, dans l'espoir qu'elle créeront ainsi quelques emplois, plutôt que de consacrer ces sommes à la création directe d'emploi. On supprime les assistants de rue et, à la place, on fait tourner des hélicoptères

à longueur de journée au-dessus des quartiers " à problèmes ".

Du fait de la flexibilisation du marché du travail, de plus en plus de travailleurs sont soumis à des heures de travail étranges, mal payés et contraints d'accepter de mauvais statuts. La course néolibérale a mangé les réseaux sociaux. De ce fait, la solidarité disparaît, aussi bien sur les lieux de travail qu'en-dehors de ceux-ci. Une armée de chômeurs, à qui Vandembroucke veut en plus faire la chasse, assure une pression permanente sur " ceux qui ont la chance d'avoir un emploi ". L'Europe non démoc-



L'union sacrée néolibérale contre l'extrême droite... cherchez les 7 différences...

ratique et asociale, la globalisation en général et les nouvelles guerres en particulier donnent un surcroît d'alimentation aux sentiments d'angoisse et d'insécurité.

LES MOUVEMENTS SOCIAUX DOIVENT IMPOSER UNE POLITIQUE DE GAUCHE.

La gauche doit s'engager dans une politique complètement différente et inscrire les besoins des gens et de l'environnement en tête de son agenda. Si elle fait cela, elle a la clé du problème en mains. Hélas, les directions du Sp.a et de Groen ! sont elles-mêmes minées par la pensée unique néolibérale.

Collaborer au gouvernement avec la droite sur la base d'un programme néolibéral (Sp.a) ou mener "une opposition constructive" sans mettre en cause fondamentalement la politique suivie (Groen!) n'aidera pas à amorcer la nécessaire résistance sociale et poli-

tique. Au contraire, cela ne peut que nourrir le désarroi et la passivité.

C'est pourquoi les mouvements sociaux doivent unir leurs efforts pour élaborer un programme de revendications antibéral et essayer de l'imposer aux partis de gauche, par l'action. Les syndicats doivent être la force motrice de ce large front social et refaire de l'antifascisme une priorité. Car il ne fait pas de doute qu'il y a un bon paquet de syndiqués parmi le million d'électeurs du Blok...

Défendons des services publics valables, développons-les, démocratisons-les et re-collectivisons les secteurs déjà privatisés. Prenons l'argent là où il est, via un impôt sur les grosses fortunes. Augmentons les allocations sociales et

les salaires. Investissons dans le logement, la rénovation urbaine, l'enseignement et la santé. Bétonnons les pensions. Diminuons le temps de travail avec maintien des salaires. Au lieu d'attendre l'effet en retour des baisses de charges patronales sur l'emploi, le gouvernement doit créer lui-même des emplois. Les gens doivent avoir leur mot à dire sur l'utilisation des moyens budgétaires, par la démocratie partici-

pative. Interdisons les licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices. Les syndicats et autres mouvements sociaux doivent oser poser leurs revendications, oser lutter, que les " amis politiques " soient ou non au gouvernement !

POUR UNE GAUCHE DE GAUCHE!

Avons-nous tout essayé pour faire reculer le Blok, comme le disent beaucoup de gens ? Certainement pas ! On ne peut que constater que la politique néolibérale adonné des ailes au Blok. Changeons de cap. Changeons de politique. La gauche doit être de gauche sans complexes, oser lutter contre la droite et l'extrême-droite, oser mettre en avant des revendications offensives. Les quartiers populaires doivent être reconquis, les maisons du peuple rouvertes et des centres sociaux doivent être créés. Pour un cordon sanitaire de gauche et combatif contre le Vlaams Blok ! ■

Deux éléments caractérisent de manière frappante le résultat global du scrutin du 13 juin dernier : l'asymétrie de plus en plus affirmée entre la situation politique au Nord et au Sud du pays et, bien entendu, la nouvelle progression spectaculaire de l'extrême droite. PAR ATAULFO RIERA

Après le nouveau "Dimanche noir"

Treize ans après le premier "Dimanche Noir" des élections de 1991 qui avaient vu le Blok atteindre le seuil des 10%, le scrutin du 13 juin dernier a marqué, comme le souligne le "point de vue" publié ci-contre, l'échec patent des politiques "d'endiguement" des partis traditionnels envers l'extrême droite.

PAS DE QUOI SE RÉJOUIR

Du côté francophone du pays, plusieurs commentateurs se plaisent à souligner que l'extrême droite n'atteint pas les mêmes niveaux qu'en Flandre. Il n'y a pourtant pas de quoi se réjouir : alors qu'à l'inverse du Blok elle ne dispose d'aucune structure, d'aucun chef charismatique et d'aucun accès aux médias, le Front National récolte 4,7% à Bruxelles et 8,1% en Wallonie - où il double ses scores par rapport à 1999. Dans certaines localités, comme dans le canton de Charleroi, le FN atteint 17% et arrive en seconde position après le PS.

Ainsi, en passant de 3,9% en 1999 à 5,6% en 2003 et à 8,1% (8,8% en additionnant les scores des scissions rivales du FN) ; l'extrême droite francophone connaît donc le même rythme de progression que le Vlaams Blok en Flandre et les mêmes causes provoquent les mêmes effets, mais de manière déformée par certaines réalités sociales et politiques distinctes.

DEUX SOCIÉTÉS

Cette nouvelle progression de l'extrême droite s'articule avec une polarisation asymétrique encore plus poussée entre les différentes régions du pays, ce qui risque de compliquer la possibilité pour la bourgeoisie d'affirmer un gouvernement fédéral stable

- ce qui ne l'empêchera de toute façon pas d'entamer un train de mesures anti-sociales sévères. Les libéraux, moteurs de ce gouvernement, sont sortis affaiblis de ce scrutin, ce dont a pris acte le PS qui a bouleversé les majorités à Bruxelles, en Wallonie et à la Communauté française. La composition de gouvernements asymétriques au Nord et au Sud va ainsi renforcer les forces centrifuges qui font de la Flandre et de la Wallonie deux sociétés de plus en plus distinctes et délimitées, ce qui pèsera également de manière importante sur la capacité du mouvement ouvrier à riposter aux offensives patronales et gouvernementales.

PAS D'ILLUSIONS

Si, au Sud et à Bruxelles, le PS a bel et bien raflé la mise, il n'y aucune illusion à se faire sur les politiques qui seront menées dans ces nouvelles majorités "progressistes". C'est avant tout de par son habileté dans le double langage d'Elio Di Rupo qui, tout en flattant et rassurant le patronat, n'a cessé de "relooker" son parti et de faire mine de "gauchir" son discours, que se trouve en grande partie la clé de ce changement et non dans un réel "tournant social" de la social-démocratie qui s'exprimerait par la mise en œuvre d'une toute autre politique. De plus, les effets du retour en force du "vote utile" en faveur de la social-démocratie dans les récentes élections dans l'Etat espagnol et en France ne sont pas non plus totalement étrangers aux résultats du PS.

Il n'y a aucune illusion également dans les écologistes, qui, malgré leurs déclarations ont bel et bien confirmé leur chute. Chassés du fédéral depuis

leur déroute de 2003, ils n'ont toujours tiré aucun bilan sérieux de leur désastreuse participation à un gouvernement néolibéral.

PESSIMISME DE LA RAISON, OPTIMISME DE LA VOLONTÉ

Ces élections auront une fois de plus souligné l'absence cruelle d'une réelle alternative anticapitaliste. Et l'échec parallèle d'une certaine "gauche sectaire"; ni le MAS, ni le PTB n'atteignent les 1%, même si, contrairement à ce dernier, l'ambition électoral du premier était purement propagandiste.

Il faut le reconnaître, les perspectives pour construire et asseoir une alternative anticapitaliste large et unitaire ne sont pas mirobolantes avec un climat social qui est loin d'être au beau fixe. Avec la participation de la social-démocratie et de la démocratie-chrétienne, soit dans les gouvernements régionaux, soit au fédéral, la FGTB et la CSC risquent - s'ils ne sont pas poussés par leurs bases - d'assumer encore plus la "paix sociale" afin de ne pas gêner les "amis politiques". Quant au mouvement alterglobaliste, il faut bien reconnaître qu'il n'a nullement les formes d'expression massives et radicales qu'il rencontre dans d'autres pays européens.

Malgré tout, les forces et les individus qui, comme le POS, reconnaissent que la seule manière de vaincre l'extrême droite est de rompre avec les politiques néolibérales et que cette rupture implique de s'attaquer à la logique capitaliste, se doivent d'œuvrer à construire une alternative qui prenne cette perspective à bras le corps. ■

L'Europe libérale sanctionnée

Elections européennes



Les élections de juin 2004 ont montré l'impopularité des politiques libérales menées partout en Europe. Les peuples ont été soumis au rouleau compresseur d'une propagande selon laquelle il n'y aurait pas d'autres politiques possibles que le libéralisme, tant au plan national qu'au plan européen. Résultat : 54,5% des électeurs européens ont préféré s'abstenir, 74% en moyenne dans les dix nouveaux entrants dans l'Union européenne et 52 % dans les Quinze.

Ce nouveau record d'abstention intervient alors que le rôle des institutions européennes ne cesse de croître et que le Parlement européen est sensé apporter une légitimité aux grandes orientations prises par le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement. Il

est clair que les résultats de dimanche dernier affaiblissent plutôt le dispositif dirigeant européen. Car toute la presse souligne l'autre leçon de ce scrutin: pays par pays, les gouvernements sont lourdement sanctionnés, qu'ils soient de gauche ou de droite. Dans les quatre principaux Etats européens, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie, le parti dirigeant recueille entre 17 et 22% des suffrages exprimés. Le "directoire" européen actuel est donc soutenu par moins de 10 % de son corps électoral! La dynamique est la même dans quasiment tous les autres pays. Seuls les gouvernements arrivés au pouvoir il y a deux mois en Espagne et en Grèce échappent à ce jeu de massacre, ainsi que ceux du Luxembourg et de Malte. Au final,

la droite restera cependant majoritaire au Parlement européen.

Dans ce contexte, il est essentiel qu'émerge un début d'alternative tant au libéralisme et à sa variante sociale-libérale, qu'aux nationalismes populistes ou fascistes. Il ne semble pourtant pas avoir avancé à la mesure de nos espérances. A gauche, les Verts (42 élus) et le groupe GUE/NGL autour des communistes (39 élus) limitent honorablement les dégâts. Mais leur capacité à incarner une alternative aux vents dominants est bloquée par les positionnements en leur sein en faveur du projet de Traité constitutionnel libéral (Verts, communistes allemands et espagnols...) et pour la libéralisation de certains services publics, ainsi que par des participations dévastatrices aux gouvernements de centre gauche. A l'issue d'élections qui renforcent la confusion politique en Europe, nous enregistrons alors avec un intérêt particulier les scores de listes plus porteuses de luttes anticapitalistes et démocratiques.

Certes, en France, la liste L.O-LCR a connu un échec réel avec 2,58%% (le taux d'abstention record et le nouveau mode de scrutin n'expliquant pas tout). Mais Refondation communiste a obtenu 6,1 % des voix et cinq élus en Italie ; le Sinn Fein 11,4% et deux élus en Irlande ; le Parti socialiste 7% et deux élus aux Pays-Bas ; Le Mouvement du peuple contre l'UE 8,1% et un élu au Danemark ; le Bloc de gauche 4,9% et un élu au Portugal; Synaspismos 4,2% et un élu en Grèce; et La Gauche du Luxembourg a recueilli 6% des voix. Enfin en Grande-Bretagne, si les résultats des nouvelles forces à la gauche du Parti travailliste restent faibles au niveau du royaume, la liste Respect recueille un encourageant 4,8 % dans le grand Londres et le Scottish Socialist Party obtient 5,2 % des voix en Ecosse. ■

D'APRÈS UN ARTICLE DE CHRISTIAN VARIN
ROUGE 2069 17/06/2004

Pierre Le Grève est mort le premier août, à Bruxelles, à 88 ans. Il aura été toute sa vie l'exemple même du militant marxiste à l'action désintéressée, généreuse et efficace. Aux côtés d'Ernest Mandel il aura eu en Belgique, depuis la fin des années 30 une activité continue à la fois politique, syndicale et surtout internationale qui mérite notre admiration et notre estime.

PAR GEORGES DOBBELEER

Ami, si tu tombes...

En 1934 il commence une licence en philosophie à l'université de Bruxelles et y rejoint les étudiants socialistes qui vont fusionner avec les étudiants communistes. Mais le tournant à droite de Staline en faveur de fronts populaires détourne ceux-ci des perspectives de révolution socialiste, ce que Pierre ne peut admettre. Il rencontre alors Georges Vereeken, organisateur d'un syndicat de chauffeurs de taxi et l'un des leaders trotskystes en Belgique. Le groupe de Vereeken qui publie "Contre le courant" ne s'associe pas en 1938 à la fondation de la IVème internationale par Trotsky, qu'il juge prématurée.

LA GUERRE ET L'APRÈS-GUERRE

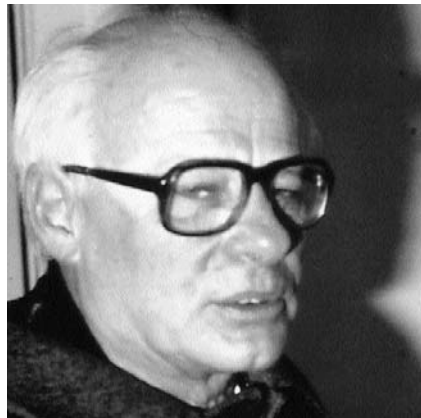
Le 10 mai 1940, Pierre Le Grève fait son service militaire, ce qui lui évite l'arrestation par la sûreté de l'Etat belge. Dès l'été 1940 il reprend son action militante et la diffusion de "Contre le courant" ce qui l'oblige à passer toute la guerre dans la clandestinité. Au lendemain de la guerre les deux groupes trotskystes distincts s'unissent pour fonder le Parti communiste internationaliste, section belge de la IVème internationale. Pierre entre aussitôt au bureau politique et il y sera actif pendant 30 ans. Ouvrier à Charleroi puis représentant de commerce, il peut enfin trouver, comme philosophe, un emploi de professeur de morale laïque dans l'enseignement de l'Etat à Ixelles-Bruxelles.

A partir de 1951, les trotskystes belges pratiquent l'entrisme dans le parti socialiste. Non sans difficultés, il peut s'y faire admettre à la section locale d'Uccle-Bruxelles. Adhérent à l'Association des enseignants socialistes, il y fait adopter en 1955 un

programme généreux d'"école unique de 12 à 18 ans" qui doit permettre aux enfants des travailleurs d'avoir accès à une formation générale et plus seulement professionnelle. En 1982 ce programme fut adopté par un congrès doctrinal de la CGSP-FGTB de l'enseignement.

LE CONGO-L'ALGÉRIE

Le 1er novembre 1954, le FLN commence une insurrection en Algérie. L'opinion publique belge, assez francophile, n'est pas prête à soutenir cette révolution contre le colonial-



isme français. Pierre crée dès 1955 un "comité pour la paix en Algérie". Ce titre modéré couvre des activités concrètes d'aide aux militants algériens en transit et pas seulement de la propagande.

Les services secrets français veulent mettre fin à cette activité par des actes terroristes. Déjà, le 9 mars 1960, l'étudiant algérien Akli Aïssiou est assassiné à Bruxelles. Peu après un colis piégé tue le professeur Laperches à Liège. Pierre reçoit un colis identique mais ne l'ouvre pas et il échappe à la mort. L'opinion publique belge se détourne alors du soutien à la France gaulliste. Le 12 mars 1962 Pierre organise à

Bruxelles un meeting de Jean-Paul Sartre contre la guerre d'Algérie, qui recueille un énorme succès. Pierre sera aussi l'un des fondateurs du "comité Vietnam" qui organisera de très grandes manifestations de rue. Il mènera aussi campagne avec succès pour empêcher l'extradition vers l'Espagne franquiste de l'anarchiste Abarca.

DEPUTE

Pierre avait été en décembre 1956 aux côtés d'Ernest Mandel, l'un des fondateurs de "La Gauche" qui visait à regrouper l'aile gauche de ce parti. Mais en décembre 1964, le congrès du PS aboutit à l'exclusion des rédacteurs du journal. L'aile gauche socialiste réussit alors à créer le "Parti wallon des travailleurs" en Wallonie et "l'Union de la Gauche socialiste" à Bruxelles, unis par un lien fédéral. A Bruxelles en 1965 une alliance électorale de l'UGS et du PC permet l'élection de Pierre comme député. Au parlement il était intervenu en faveur des droits des étrangers, en défense des mineurs du Limbourg en grève, contre le coup d'Etat des colonels grecs et contre l'établissement de l'OTAN en Belgique. Au milieu des années 70 il cessa de militer au sein de l'organisation trotskyste belge, tout en restant fidèle à ses convictions.

Sa santé ne lui permettait plus d'agir depuis quelque temps mais dans les conclusions des ses "souvenirs" il réaffirmait: "Il y a longtemps que je suis adepte du marxisme, je le reste; que je suis communiste, je le reste; que je suis trotskyste, je le reste". Nous avons perdu un camarade. Nous n'oublierons pas Pierre Le Grève, image exemplaire du militant marxiste révolutionnaire. ■

Nous sommes le 15 août. Il est trois heures du matin. Un clairon déchire le silence nocturne de El Manicomio, un de ces nombreux quartiers populaires qui se sont construits au rythme de l'exode rural sur les flancs des collines entourant la vallée de Caracas. Alors que la musique révolutionnaire envahit le quartier et que quelques feux d'artifice explosent au loin, des femmes, en chemise de nuit, sortent de chez elles et commencent à discuter. Car c'est le jour J. Celui du référendum révocatoire du mandat du président Hugo Chavez. Un référendum révocatoire (RR) qui s'est avéré être ratificateur.

PAR FREDERIC LEVEQUE

Uh, ah ! Chavez no se va !

A 100 mètres de là, à l'école Alberdi - autogérée depuis 20 mois -, les gens font déjà la file. Répondant à l'appel du président, une grande partie de la population s'est levée avant le soleil pour voter. A l'instar de quasi tous les bureaux de vote du pays, la plupart devront faire la queue durant des heures avant d'exercer leur droit constitutionnel. Mais quasi tous attendront de 6 à 12 heures pour voter, sans en être obligé, sous un soleil de plomb, simplement pour se prononcer sur l'avenir de leur pays.

L'issue du vote, à Manicomio, ne fait pas de doute. Une large banderole indique que nous sommes en "territoire bolivarien", les "no" (à la révocation de Chavez) recouvrent les murs, s'affichent sur les voitures et les bus, couvrent les petits gradins du terrain de basket. La question centrale n'est pas de savoir qui va gagner mais avec quelle marge Chavez se confortera au pouvoir. Les gens spéculent également sur le comportement qu'adoptera l'opposition ; elle qui, dans son monde médiatique virtuel, est tout aussi convaincue qu'elle est majoritaire.

Même si elle a recueilli 2.5 millions de signatures pour solliciter le RR, ses dirigeants doivent bien savoir que la plupart de la population vit dans des quartiers pauvres où l'écrasante majorité soutient l'actuel processus de changement social. C'est le cas à Manicomio où des quelques 3.000 votants, 2.500 ont choisi de garder Chavez à la présidence.

TROIS ANS DE DÉSTABILISATION

Hugo Chavez, "ancien colonel putshiste" et "ami de Fidel Castro" comme aime à le répéter la presse européenne pour le discréditer, a pris les rênes du pouvoir en février 1999. Surfant sur le discrédit et l'effondrement du système politique dominant depuis 1958, il a promis de refonder la république sur de nouvelles bases. Pour ce faire, il s'est attaqué au cadre politico-juridique. Il a doté ainsi le pays d'une nouvelle constitution affirmant la souveraineté nationale sur les ressources naturelles, le rôle central de l'Etat dans l'économie et introduisant le mécanisme du référendum révocatoire.

Pour consolider son soutien massif, le gouvernement a utilisé les mécanismes électoraux et référendaires et a maintenu en état de mobilisation permanente les secteurs populaires. Il a fallu attendre novembre 2001 pour que l'administration Chavez prenne les premières mesures économiques structurelles, rompant, sur certains aspects, avec le modèle promu par le Consensus de Washington. L'adoption, le 12 novembre 2001, de 49 décrets-lois (loi sur les hydrocarbures, de la terre, de la pêche, etc.) donna un contenu socio-économique plus significatif au proceso et plongea le pays dans un conflit qui n'en finit pas. C'est le tournant politique majeur au Venezuela car jusque-là, le gouvernement avait mené une politique macroéconomique plutôt classique à plusieurs niveaux (austérité budgétaire, inflation zéro,

etc.), tout en augmentant malgré cela les dépenses publiques et sociales et en lançant des programmes sociaux de type assistancielistes (Plan Bolivar 2000).

Le conflit vénézuélien a éclaté avec l'organisation, le 10 décembre 2001, d'un lock-out patronal, appuyé notamment par les médias commerciaux. L'année 2002 a été le théâtre d'un profond processus de polarisation politique et sociale. L'opposition oligarchique a organisé en un an quatre "grèves" générales dont une a conduit au coup d'Etat du 11 avril 2002, et une autre au sabotage pétrolier informatique dont a été victime la société publique Petroleos de Venezuela (PDVSA).

A chaque tentative de déstabilisation, de nombreux secteurs populaires se sont radicalisés et Chavez en est ressorti à chaque fois renforcé. Depuis le début du conflit, il a toujours appelé l'opposition à attendre la moitié de son mandat et à organiser un référendum révocatoire auquel il s'est dit disposé à se soumettre. Mais les dirigeants de l'opposition n'en avaient que faire. Accusant défaites sur défaites, l'opposition a finalement dû se résoudre à accepter les règles démocratiques.

Malgré la fraude qui a marqué la collecte de signatures de l'opposition - des milliers de morts ont signé en faveur de l'organisation du référendum (sic) - Chavez, certainement convaincu de sa victoire, a accepté le "défi".

Pour ce faire, le président a créé une nouvelle structure nationale: le Comando Maisanta et a appelé une nouvelle fois au renforcement de l'auto-organisation de la population, avec les patrouilles électorales. Fidèle à lui-même, le Comandante a évoqué l'histoire du pays pour parler de l'actualité en baptisant la campagne du référendum de "Santa Inès" du nom d'une victoire d'un général populaire des guerres civiles du XIXe siècle.

Avec une campagne menée presque sur un mode militaire, les partisans du gouvernement ont à nouveau remporté, pour la huitième fois consécutive, un rendez-vous électoral. Avec 59% des suffrages, et la reconnaissance internationale, entre autres, dudit ministère des Colonies étasunien -l'Organisation des Etats américains (OEA)- et du Centre Carter, Hugo Chavez a été reconfirmé à son poste jusqu'en 2006. Une déroute cuisante pour les secteurs d'opposition qui - une attitude qui était prévisible - dénonce une fraude massive qui n'est que fiction.

L'OFFENSIVE DES "MISSIONS"

Pour l'opposition, les gens qui votent pour Chavez le font car le gouvernement achète leurs votes. Les autorités ecclésiastiques locales, *Libération* ou encore *Le Monde* ne disent pas autre chose. Une caricature publiée récemment dans le quotidien *El Universal* (07-08-04) est éloquent. On y voit un Chávez sur un yacht, accoutré en pêcheur, et qui affirme que le mieux pour pêcher des imbéciles (sic) est de leur lâcher le lest budgétaire.

Après avoir été surtout dans une logique défensive de survie face à la campagne de déstabilisation orchestrée par les médias commerciaux à la tête d'une opposition largement arrosée de dollars par l'administration Bush, le gouvernement a récupéré le contrôle de la principale entreprise du pays début 2003 et avec la rente pétrolière, a repris l'offensive et lancé une série de programmes sociaux - "les missions" - à travers des structures parallèles à un

Etat corrompu et inefficace où l'opposition garde de beaux restes.

Le succès de ces "missions" est surtout basé sur la mobilisation et la participation de la population. Utiliser les revenus du pétrole pour des programmes sociaux, voilà qui démontre la "démagogie", l' "électorisme", le "populisme" de Chavez! Et le résultat est là. Il a été annoncé le 16 août 2004, à 4 heures du matin par le Conseil national électoral. Parmi les 5 619 954 personnes qui ont voté pour le "no" à la révocation, on trouve certainement les plus d'1,2 millions de personnes qui ont été alphabétisées, les quelques 120 mille familles qui ont bénéficié de la



réforme agraire, les millions de Vénézuéliens qui profitent du nouveau réseau de médecine gratuite de proximité, des milliers d'étudiants exclus du système universitaire qui se sont inscrits à la nouvelle Université bolivarienne, les milliers de membres de coopératives qui ont bénéficié de formations et de micro-crédits, les "sans papiers" vénézuéliens et étrangers qui ont vu leur situation régularisée, etc.

Certes, tout n'est pas rose au pays de Bolivar. Le projet de Chavez est marqué par plusieurs incohérences,

l'Etat reste gangrené par la corruption, l'insécurité est un problème important, le chômage reste élevé, la sécurité sociale "publique et universelle" nécessite un financement adéquat, plus de la moitié de la population travaille dans le secteur informel, etc.

Mais la situation économique du pays s'est largement améliorée depuis l'an dernier, ce qui explique peut-être l'acceptation du résultat du référendum par une partie du patronat qui voit, en se distanciant d'un conflit politique interminable, une manière de profiter de la croissance.

Chavez est le produit de luttes

sociales et de l'auto-organisation populaire. Il a renforcé ces luttes et cette organisation. Les invisibles d'hier, les réprimés de toujours, les oubliés de la Venezuela saoudite sont aujourd'hui les acteurs principaux d'un processus de changement radical, contradictoire, indéfini mais certainement novateur et porteur d'espoir.

Le soutien des principaux mouvements sociaux latino-américains apporté au président Chavez témoigne aujourd'hui de ce que représente à l'échelle continentale et mondiale la Révolution bolivarienne. ■

Plus de 4000 prisonniers politiques palestiniens mènent une grève de la faim illimitée entamée le 15 août. Ils protestent contre les conditions inhumaines de leur détention, le mauvais traitement, la torture et le non respect par Israël des droits de l'homme. 362 jeunes et 82 femmes emprisonnés participent à cette grève relayée par plusieurs membres des familles des prisonniers alors que dans toute la Palestine s'organisent des manifestations de soutien.

PAR CHRIS DEN HOND

Soutien aux prisonniers palestiniens!

Face à la détermination des prisonniers, Mr. Hanegbi, ministre israélien de la sécurité intérieure, a déclaré que "pour sa part, ils peuvent mourir"(1). Actuellement 8000 prisonniers palestiniens sont emprisonnés par Israël. Nombreux parmi eux subissent la "détention administrative", c'est-à-dire sans appel possible, parfois depuis plusieurs années, sans procès, sans inculpation et sans accès à un avocat. La Cour Suprême israélienne a régulièrement autorisé les interrogateurs du Shin-Beth à user de "pressions physiques modérées" sur les détenus! Certains adolescents ont pris 10 ans pour un jet de pierre contre l'occupant sioniste. Beaucoup de familles ne peuvent obtenir un droit de visite.

Les principales revendications des prisonniers sont:

1. que les gardes des prisons cessent de battre les prisonniers, cessent d'envoyer des gaz lacrymogènes dans les cellules et cessent d'entrer dans les cellules avec des fusils;
2. que cessent les fouilles au corps intégrales à chaque fois qu'un prisonnier sort ou rentre dans une cellule;
3. l'arrêt immédiat de l'isolement pour de longues périodes, parfois des mois ou même des années;
4. que cesse les confiscations de l'argent des prisonniers et l'interdiction des visites;
5. que tous les prisonniers puissent recevoir la visite de leur famille, plus d'un visiteur toutes les deux semaines;
6. que cesse la séparation entre les prisonniers et les visiteurs par une

vitre et un grillage métallique, rendant presque impossible l'audition;

7. qu'il y ait une séparation entre les prisonniers politiques et ceux de droit commun.

Les mesures prises par les autorités des prisons israéliennes sont différentes cette fois-ci des mesures qu'elles prennent d'habitude en cas de grève de la faim. Les gardiens de prison ont fait des barbecues devant



les cellules. Ils n'ont rien laissé dans les pièces, mise à part l'eau. Ils ont confisqué le sel, provoquant ainsi une déshydratation accélérée du corps. Les Israéliens exercent de très fortes pressions pour démoraliser les prisonniers et les amener à stopper leur grève. Marwan Barghouti, par exemple, très largement reconnu comme dirigeant de la deuxième Intifada, est transféré d'une cellule individuelle à une autre cellule où se trouvent des prisonniers extrémistes juifs. Ils ont commencé à crier "Mort à Marwan, Mort aux Arabes".

La grève mérite tout notre soutien. A part de soutenir les demandes des grévistes de la faim (largement inspirée par la grève de la faim des prisonniers irlandais en 1981, scendée par la mort de 10 prison-

niers dont Bobby Sands, mais également par une défaite politique du gouvernement britannique de Thatcher), nous exigeons du gouvernement belge et de l'Union européenne:

- de ne plus recevoir des représentants du gouvernement meurtrier israélien et de renvoyer l'ambassadeur israélien;
- de suspendre l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël, donc de taxer l'importation de produits israéliens sur le marché européen et de carrément interdire des produits provenant des colonies illégales (sachez que le premier partenaire commercial d'Israël est l'Union européenne et non pas les Etats-Unis);
- de suspendre toute coopération inter-universitaire (qui occulte souvent une recherche scientifique militaire);
- d'exclure Israël de la compétition de foot européen.

Des actions et des activités ont lieu en front commun. Informez-vous en téléphonant à 0476.560740 (Chris) ou à Nadia Farkh de l'Association Belgo-Palestinienne 02/2230756. ■

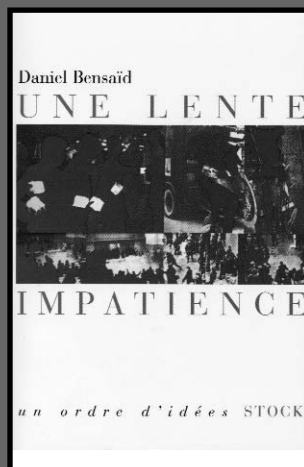
(1) Le ministre Hanegbi est devenu tristement célèbre quand il a été photographié avec ses copains étudiants en train de pourchasser des étudiants arabes avec des chaînes de bicyclette. Sa mère, Geula Cohen, a été capturée par les Britanniques dans les années 30 en étant militante du groupe juif terroriste Stern. Il serait intéressant de savoir comment lui et sa mère auraient réagi si le chef de la police britannique avait déclaré que sa mère pouvait mourir en prison. (source: gush shalom, 21/08/04)



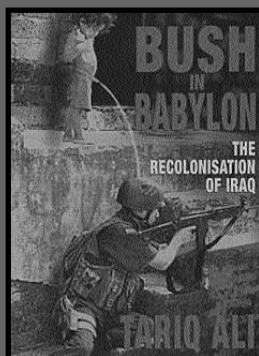
Ruesta (Aragon), juillet 2004. "Pas d'écologie sans révolution socialiste" (et inversement d'ailleurs) affirme cette banderole de nos camarades suisses du MPS. Près de 500 jeunes de toute l'Europe (dont une vingtaine de Belgique) ont participé à la XXI^e édition du camp européen des jeunes de la IV^e Internationale, cette année-ci dans l'Etat espagnol. Une édition exceptionnelle: un cadre splendide, un excellent programme politique et, pour ne rien gâcher, une formidable ambiance.

Bouquinages

"Une lente impatience", de Daniel Bensaïd, Stock, "Un ordre d'idée", Paris, 2004, 480 p., 23,80 euros. Ce livre résulte du mélange impur, mais tout à fait fécond, entre une autobiographie militante et une habilitation à diriger des recherches en philosophie. Notre ami et camarade trace son itinéraire sans occulter les tâtonnements, les fausses pistes et les rebroussements. De Mai 68 au Forum social mondial de 2002, en passant par les combats de la gauche radicale en Amérique latine, et du marxisme volontariste de Lukacs au messianisme de Walter Benjamin - sans oublier Karl Marx, toujours au centre du débat - l'auteur décrit les moments forts de son cheminement militant et de ses recherches philosophiques. Homme de parti Daniel Bensaïd est resté fidèle, au-delà des hauts et des bas de la lutte politique des dernières décennies, à un pari logique sur l'incertain, à la cause du communisme, qui reste encore, "en dépit des infamies commises en son nom", le mot "le plus juste, le plus chargé de mémoire, le plus précis, le plus apte à nommer les enjeux historiques de l'époque". Si la structure du livre est un peu désordonnée, il n'est pas moins d'une extraordinaire richesse humaine et intellectuelle, et



servi par la fibre littéraire de l'auteur, dont la conclusion en forme d'appel aux consciences est une splendide citation d'André Breton : "assez d'indignités, assez de torpeurs, assez de couleuvres !" ■ M.Löwy



Bush à Babylone, la recolonisation de l'Irak, par Tariq Ali, La Fabrique éditions, 2004. Ce livre n'est pas un livre de journaliste sur la guerre actuelle. Celle-ci n'est que son point de départ. Pour nous la faire bien comprendre, il nous donne toute l'histoire de ce pays, dans son large cadre régional arabe, après un survol des racines de mémoire, gravée au fond des consciences, la continuité moderne, de sa colonisation par l'Angleterre après la guerre de 14-18n jusqu'aux dernières guerres où nous avons fait sa connaissance. Et ces grands jets de lumière nous font voir les choses sous un tout autre jour que le petit bout de la lorgnette des journaux télévisés ou de papier. Tariq Ali ne parle la langue diplomatique : il ne mâche pas ses mots, appelle un chat un chat, Kofi Annan un " bon petit soldat de la Maison Blanche ", des " élections truquées " celles qui ont porté Bush au pouvoir, et la Jordanie " un protectorat israélien ". Comme ça, les choses claires. Mais il nous révèle aussi qu'en Irak, le peuple survit les éléments de sa grande civilisation écrasée, qu'il a toujours des poètes, qui sont aussi des combattants, et dont il nous donne des échantillons de leur beaux cris. ■ D'après Michel Lequenne

Civilisation en danger?

PAR CELINE CAUDRON

Pendant l'été, la presse écrite et télévisée se distingue par une masse impressionnante d'informations ultra pertinentes. C'est normal; c'est les vacances! Il ne se passe rien à part la canicule ou l'été pourri (au choix), les soldes, le retour des juilletistes et le départ des aoûtistes et finalement la rentrée scolaire.

Heureusement pour nous - et pour les 90 centimes que nous dépensons parfois dans la presse quotidienne - tout le monde ne part pas en vacances en juillet-août. Pendant que ses collègues se font dorser la croûte, Herman De Croo, notre valeureux président VLD de la chambre, continue à travailler. Et il ne fait pas que compter les fenêtres du parlement (véridique!); il réfléchit aussi au point qu'il en a certainement les oreilles qui fument. Ainsi, juste avant de risquer la rupture d'anévrisme, il a livré à la presse la teneur d'une proposition de sa géniale invention: l'assurance civilisation!

Plein de bonnes intentions, Herman a le projet de défendre notre belle "civilisation" en maintenant les p'tits pauvres du tiers monde bien sagement chez eux; histoire qu'ils ne viennent pas trop chez nous pour piquer notre boulot. Comme le précise l'auteur de cette proposition, l'assurance civilisation viserait à financer les pays du tiers monde pour "garantir la prospérité de la Belgique" (texto). C'est beau la solidarité!

Devant la puissance d'une telle proposition qui égale presque celle du big bang, nous ne pouvons nous empêcher de remarquer la délicatesse du vocabulaire sélectionné; comme l'utilisation du terme "civilisation", par exemple, qui traîne derrière lui pas mal de puanteur xénophobe et l'idée d'une civilisation pure et supérieure.

Nous ne pouvons non plus réprimer un sourire - mais un sourire de plus en plus crispé - devant cette énième manifestation de la tactique social-démocrate-libérale qui consiste à reprendre les arguments des fachos pour attirer leurs électeurs. "Ben quoi, c'est pour faire baisser le blok. Et puis, c'est plus des idées de fachos puisque c'est un "démocrate" qui les lance!"

Enfin, nous n'omettons pas de noter que, grâce à Herman, notre pays pourrait se doter d'une sorte de nouvelle assurance collective, qui nous permettrait de vivre en vase clos, sans trop de mélange de cultures puisque c'est dangereux pour notre prospérité. Youpi; on ne mangera plus que des frites!

Tiens, au fait, c'est rigolo: cette nouvelle "assurance collective" tombe juste au moment où les attaques qui contribuent au démantèlement de la sécurité sociale se multiplient. Hasard du calendrier... ■

sommaire

ALTERNATIVES	
■ Collectif sans tickets	2
EDITO	
■ Nous sommes tous Vénézuéliens!	3
ECO-LOGIQUE	
■ Bulles de savon vertes	4
CA SE PASSE PRÈS DE CHEZ VOUS	
■ Les ingénieurs de l'âme	5
REBELLES	
■ Portugal: les femmes s'entêtent	6-7
SOCIAL	
■ 40,42,50,60 heures?	8-10
SOCIAL	
■ L'offensive sur le droit au travail	11
SOCIAL/EUROPE	
■ Quand l'Europe s'élargit...	12-13
POLITIQUE	
■ Analyse du vote d'extrême droite	14-15
POINT DE VUE DU POS	
■ Rompre le cordon néolibéral!	15-16
LES NOTRES/PIERRE LEGREVE	
■ Ami, si tu tombes...	17
INTERNATIONALE/EUROPE	
■ L'UE libérale sanctionnée	19
INTERNATIONAL/VENEZUELA	
■ Uh, ah! Chavez no se va!	20-21
INTERNATIONAL/PALESTINE	
■ Soutenir les prisonniers palestiniens	22
L'IMAGE	23
BOUQUINAGES	23

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE. la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de la gauche, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT. Le débat au centre... de la gauche.** Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, la gauche est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. la gauche est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

■ ... et des **SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, la gauche s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.